

égalité
bonnement
réaction
cherche
université
reprise
opulente
ludarité
lyenneté
vojet
narisme
ditrag
vention
onement
internet
critique
communication
développement
allation
emploi
sommation
influence
ouverture
verture
ntralité
sentite
abitat



n°8

les cahiers Millénaire

trois

Citoyenneté
et
insertion

Invitation au débat

La réflexion prospective et stratégique sur le devenir de l'agglomération lyonnaise engagée par le Grand Lyon est par essence collective. Elle concerne et doit impliquer, outre les élus et les services du Grand Lyon, les partenaires de ce dernier, les habitants de l'agglomération et de nombreux acteurs d'horizons divers.

A partir d'une vision des enjeux à long terme, la démarche doit permettre de construire les options stratégiques de développement de l'agglomération pour le début du siècle prochain. Pour ce faire, elle doit favoriser à la fois l'émergence d'une vision partagée des enjeux, et la constitution d'une culture commune sur un ensemble de questions centrales pour la société locale aujourd'hui : l'environnement, le lien social, la citoyenneté, les technologies de l'information, etc.

La réussite d'une telle entreprise passe nécessairement par un véritable partage des informations et des diagnostics des situations, et par une confrontation et une expression des points de vue et des idées, dans leur diversité.

les cahiers Millénaire

Avec les "Cahiers Millénaire 3", diffusés gratuitement, le Grand Lyon s'inscrit dans cette perspective.

Ces cahiers sont le support par lequel :

- sont diffusées les informations fondamentales concernant les différents sujets de la réflexion prospective,
- sont rendues publiques les réflexions et études réalisées par le Grand Lyon dans ses domaines de compétence, intéressantes pour la réflexion prospective,
- est donnée l'actualité de la démarche (comptes-rendus de colloques ou de manifestations...),
- les partenaires et les experts indépendants peuvent exprimer un point de vue, sous leur propre responsabilité.

Les cahiers Millénaire 3 ne sont donc pas des oeuvres définitives et achevées qui concluent des processus de réflexion ; ce sont des documents de travail, qui invitent à la discussion ; des petites pierres mises à la disposition de la construction collective.

Préambule

Les termes « citoyenneté » et « insertion » renvoient tous deux à la question des relations que la personne entretient avec le groupe. S'ils sont si souvent employés en cette fin de siècle, c'est que le passage d'un système économique et social à un autre, perturbe, au moins provisoirement, l'harmonie collective et fabrique l'exclusion. S'ils sont fréquemment employés ensemble, associés l'un à l'autre, c'est qu'ils semblent concerner le même groupe d'individus qui « pose problème » à la société. Bruno Voisin et Jean-Claude Barthez, Céline Faurie Gauthier et Frédéric Raynouard montrent bien, d'ailleurs, que les dimensions économiques, sociales et culturelles peuvent difficilement être dissociées.

Mais en affirmant que « les banlieues font aussi partie de l'identité lyonnaise », Bruno Voisin nous invite à changer notre regard. L'harmonie et le dynamisme de notre société ne résideront-ils pas demain dans sa capacité à tirer partie de la diversité des valeurs et des potentiels qui sont affirmés par les individus et par les différents groupes qui la composent ?

Alain Touraine montre que l'enjeu central des prochaines années n'est pas l'assimilation de toutes les composantes de la population à une société qui serait conçue comme une société stable et immuable. Le monde connaît une profonde mutation, et ceci appelle des adaptations de la part de chacun et de tous. Dans la période qui s'ouvre, l'enjeu majeur est bien de « rejeter à la fois le pouvoir absolu des marchés et la dictature des communautés », en se mettant « au service du Sujet personnel et de sa liberté », et en favorisant la « communication interculturelle », pour faire à nouveau société ensemble à partir de chacun des « Sujets » que nous sommes.

Comprendre que notre société connaît une profonde transformation, et s'efforcer de participer à la construction du monde en devenir plutôt que de tenter de ressusciter celui dont nous sortons, est aussi la démarche de François Ascher dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement ; qui met notamment l'accent sur notre tendance permanente à vouloir recréer artificiellement les sociabilités d'hier, qui s'exprimaient entre autres dans le cadre des quartiers et de la proximité, et parallèlement sur notre difficulté à humaniser les nouveaux lieux de sociabilité que deviennent par exemple les grands centres d'échange des réseaux de transport, les centres commerciaux ou les multiplexes.

Ceci montre la difficulté, mais aussi la nécessité qu'il y a à bien relier la politique de la ville aux dynamiques sociales, et à la penser et à la mettre en œuvre en articulant les différentes échelles, du quartier à l'agglomération (Anne Ringlet et Louis Trabut).



Sommaire

Pourrons-nous vivre ensemble ?

Égax et différents (Conclusion de l'ouvrage)

par Alain Touraine

P 5

La nouvelle modernité urbaine : lieux et territoires, liens et sociabilités

Extraits de : La République contre la ville, essai sur l'avenir
de la France urbaine

par François Ascher

P 19

Les banlieues font aussi partie de l'identité lyonnaise

Texte d'humeur

par Bruno Voisin, sociologue

P 33

Mémoire et identité d'un quartier

par Jean-Claude Barthez, sociologue

P 39

Dossier

Témoignages de chefs de projet du service

Développement social urbain du Grand Lyon

Céline Faurie Gauthier

P 47

Frédéric Raynouard,

P 48

Anne Ringlet,

P 49

Louis Trabut

P 51

Pourrons-nous vivre ensemble ? *

Égaux et différents

par Alain Touraine

Ethique et politique (Conclusion de l'ouvrage)

Un monde déchiré

Depuis que se sont accélérées la globalisation de l'économie, la révolution technologique et l'apparition de nouveaux pays industriels, c'est la réalité économique qui semble commander le monde et ses transformations, tandis que les idéologies s'écroulent et que les politiques se font plus pragmatiques. Des régimes autoritaires ou totalitaires ont disparu, mais presque jamais sous la pression populaire. Des pays ont été atteints par un recul brutal de leur niveau de vie, mais sans qu'une telle catastrophe engendre de soulèvements révolutionnaires. Les partis politiques se sont transformés en agences électorales et ne représentent plus les mouvements sociaux, pas plus qu'ils ne se font les défenseurs d'un projet de société. Tandis que la vie politique est dominée par les programmes économiques d'ajustement structurel et leurs conséquences, l'espace de la vie privée s'étend et, dans de nombreux pays, c'est la conscience ethnique ou religieuse et non plus l'intérêt économique ou la conscience de classe qui anime les mouvements les plus passionnés et même certains régimes politiques. **L'espace social et politique se vide ou s'affaisse, dominé d'un côté par les réalités techniques et économiques et, de l'autre, par la poussée des nationalismes ou des intégrismes religieux et par les problèmes de la vie privée.**

La pensée sociale et politique se décompose. L'écroulement de l'empire soviétique n'a pas seulement fait disparaître les idées qu'il avait transformées en idéologies au service de son pouvoir; il a provoqué

l'écroulement des tiers-mondismes qui appuyaient leur défense d'une identité nationale ou culturelle sur le rejet d'une domination impérialiste qui ne pouvait être renversée que par l'empire soviétique, ce qui supposait l'alliance du Sud et de l'Est contre l'Ouest américain et européen. Le «progressisme» occidental, qui associait les revendications sociales des pays occidentaux, et en particulier de leur mouvement ouvrier, à l'appui donné à l'Union soviétique et aux partis communistes, s'est écroulé de la même manière et pour les mêmes raisons. Les idéologies révolutionnaires se sont décomposées, en même temps qu'étaient abandonnées les grandes constructions conservatrices des politiques économiques et sociales de l'après-guerre, enfermées dans leur croyance en la rationalisation, la modernisation et la libération des échanges. **Dans presque tous les pays, la pensée sociale est en panne. À droite, elle est dévorée par les politiques économiques libérales; à gauche, elle est entraînée dans la chute des mouvements révolutionnaires.**

N'est-il pas paradoxal, dans ces conditions, de réfléchir sur les mouvements sociaux, la nation, la démocratie, le Sujet? Ne serait-il pas plus sage de reconstruire une représentation de la vie sociale à partir de pratiques limitées, de revendications ou d'inquiétudes directement liées à la situation économique ou à des choix politiques concrets qui puissent, à l'occasion d'élections parlementaires ou présidentielles, faire renaître le débat public? C'est assurément à de nouvelles pratiques que doit se



* © Librairie Arthème Fayard, 1997.

référer avant tout l'analyse théorique. Et si elle les ignore, elle risque d'apparaître comme une construction artificielle. Mais inversement, sans représentation générale de la société, les enjeux des choix politiques et les pratiques des acteurs risquent de s'épuiser dans un mélange confus de revendications très catégorielles et d'idéologies trop extrêmes ou trop directement héritées d'un passé révolu. La voie à suivre est de chercher ce qui résiste aussi bien à la toute-puissance des marchés qu'aux politiques communautaristes autoritaires et de reconstruire, à partir des faits sociaux ainsi mis en lumière, une analyse générale.

Ce livre s'est ouvert sur l'idée que la modernité était en crise, c'est-à-dire que les deux univers dont la séparation a toujours défini la modernité, celui de l'intervention technique sur le monde et celui de la conscience humaine de soi, n'étaient plus maintenus ensemble par l'idée de rationalité, elle-même fondée sur une

conception individualiste-universaliste de l'être humain. A partir du moment où l'activité économique, de la production à la consommation et aux communications de masse, a débordé les interventions du pouvoir politique, on a vu se séparer inexorablement une économie globalisée, c'est-à-dire désocialisée, et une conscience de soi qui parfois a pris appui sur la sexualité et le désir individuel, et plus souvent encore s'est déplacée à l'intérieur d'un projet néo-communautaire. Le point de départ de mon analyse a donc été cette question : comment empêcher que cette dissociation devienne totale et irréversible ? Objectif qu'il est indispensable d'atteindre, car cette dissociation entraîne une double dégradation : celle de l'économie en stratégies et en flux financiers, et celle des cultures en des pouvoirs autoritaires imposant leur loi au nom d'une communauté ou d'un message sacré.



Le Sujet entre deux dangers

Pour répondre à la question posée, il faut d'abord se détourner de celle dont l'inadaptation a déclenché la crise qu'il s'agit de résoudre. Cette réponse était que toute société doit se soumettre aux règles du droit, à la recherche de l'intérêt général et aux principes de la raison, ce qui plaçait l'ordre politique au-dessus de l'ordre social, l'État au-dessus de la société civile. Ce modèle proprement politique, auquel je rends hommage, fut pendant longtemps le principe d'unité d'une société nationale qui, sans lui, n'aurait pas pu unir la rationalisation et l'individualisme moral ; mais il appartient à un passé déjà lointain. Nous avons essayé de le faire revivre après la Seconde Guerre mondiale, en particulier sous la forme de l'État national modernisateur : mais l'État comme les dirigeants économiques sont de plus en plus engagés dans une concurrence à laquelle participe un nombre croissant de pays et d'entreprises. L'État-entrepreneur remplace l'État-juriste, de même que l'efficacité se

substitue à la stabilité comme but principal de ceux qui exercent le pouvoir. Ceci entraîne l'écroulement de tous les modèles globaux, à la fois économiques, sociaux et politiques, de société nationale.

L'idée centrale de ce livre est que la seule manière de rejeter à la fois le pouvoir absolu des marchés et la dictature des communautés est de se mettre au service du Sujet personnel et de sa liberté, en luttant sur deux fronts, celui des flux désocialisés de l'économie financière et celui de la fermeture des régimes néocommunautaristes. Ces deux luttes sont complémentaires. Car l'évolutionnisme optimiste des défenseurs du progrès écrase les mouvements sociaux et la liberté au nom de la création d'un monde rationalisé ; et, de l'autre côté, le volontarisme nationaliste ou communautariste en appelle à l'homogénéité culturelle de la société et ne reconnaît l'individu qu'en tant qu'il est porteur d'une appartenance collective.

Le libéralisme économique est aussi destructeur de l'individu que le nationalisme culturel. Car où est l'individualité du consommateur dont les déterminismes commandent les demandes ? Et où est l'individualité de celui ou celle qui est entièrement soumis à la loi de la communauté ? Laisser-faire économique et nationalisme culturel sont les ennemis du Sujet personnel. Ils cherchent l'un et l'autre à lui imposer leurs lois, que le premier affirme impersonnelles, et que le second définit comme l'affirmation d'une identité particulière, voire d'une vocation historique.

Le débat entre libéraux et communautariens doit donc être dégagé des confusions qui l'obscurcissent car chacun des deux camps est divisé. Ceux qu'on appelle les libéraux peuvent défendre la globalisation du monde par le libre commerce, mais beaucoup de penseurs libéraux s'orientent dans un sens opposé : ils souhaitent la limitation de tous les pouvoirs et l'autonomie des projets culturels individuels et collectifs. Inversement, certains communautariens veulent imposer une unité culturelle à la population ; mais d'autres veulent au contraire reconnaître le projet culturel de l'autre. Un philosophe des Lumières comme Jürgen Habermas et un communautarien comme Charles Taylor, si différents qu'ils soient l'un de l'autre, sont l'un et l'autre respectueux de l'altérité, tandis que beaucoup de libéraux s'accommodent trop bien d'une normalisation imposée par l'argent et que la majorité des communautariens au niveau mondial en appellent à une identité ethnique nationale ou religieuse et refusent les droits des minorités au nom d'une indispensable homogénéité culturelle.

Au lieu de choisir entre deux camps, il faut donc affirmer l'existence d'une contradiction plus profonde, celle qui oppose l'affirmation de la défense du Sujet personnel et de sa liberté à la logique des systèmes, que cette logique soit celle du marché ou celle d'une identité nationale ou culturelle. Ce livre a été écrit pour explorer et défendre les chances d'existence et de renforcement du Sujet personnel, les raisons qui lui font affirmer

ses droits et les combats qui lui permettent de défendre et d'élargir son territoire d'action autonome. Il faut refuser de choisir entre la globalisation dirigée par les pays industriels et les dictatures qui s'imposent au nom des droits d'une communauté, car ces deux forces, dont l'opposition domine aujourd'hui la planète, menacent aussi gravement l'une que l'autre la liberté du Sujet.

Cette confiance placée dans le désir des individus d'être les acteurs de leur vie, en un mot d'être des Sujets, déplaît à ceux qui ne jurent que par la rationalité du marché et craignent par-dessus tout les effets, qui seraient négatifs pour l'économie, d'un principe non économique de gestion de la société et tout autant à ceux, d'une orientation opposée, qui ne veulent pas affaiblir leur critique radicale de l'ordre social existant par un principe positif susceptible d'ouvrir la voie, pensent-ils, à un compromis réformiste.

Aux premiers il faut répondre qu'ils poursuivent une chimère. Il n'a jamais existé de société régulée par le seul marché, et dans les pays d'Europe occidentale ce modèle ne pourrait être adopté qu'au prix d'un tel bouleversement que ces pays s'en trouveraient paralysés. Le libéralisme économique n'est qu'un remède temporaire à un contrôle social inadapté de l'économie, devenu paralysant ou mis au service d'intérêts particuliers. Ce remède a été efficace si l'on se réfère à l'expérience historique de l'Europe, dans la mesure où il lui a permis de prendre une avance décisive sur le reste du monde quand le développement capitaliste a détruit son ordre social antérieur, mais, aujourd'hui comme hier, il entraîne des ruptures sociales brutales. Il faut donc sortir aussi franchement de la transition libérale qu'on y est entré, ce qui suppose une forte pression populaire transmise par des parlements et des gouvernements réformateurs.

La difficulté est que la résistance à cette logique d'action est le fait soit d'idéologues tournés vers le passé, soit des catégories les mieux organisées et les plus influentes, qui ne sont ni les plus pauvres ni les plus menacées, de sorte que les libéraux ont beau jeu de dénoncer la



résistance des intérêts acquis, des corporatismes et des privilèges.

Nos sociétés, exposées à de plus en plus d'insécurité, ont tendance en effet à sacrifier à la fois les innovateurs et les exclus pour défendre des classes moyennes publiques et privées qui sont majoritaires et bien organisées, ce qui ne laisse de choix qu'entre un libéralisme brutal entraînant des coûts sociaux élevés et une politique d'intervention étatique qui s'exerce au profit de la défense d'intérêts acquis plutôt que d'un renforcement de l'économie ou d'une diminution des inégalités sociales. Il faut rétablir un contrôle politique de l'économie, mais il s'agit de reconstruire un mode de gestion d'une économie ouverte sur le monde et de trajets personnels de plus en plus individualisés, ce qui tourne le dos aux pouvoirs communautaristes, qui ne veulent utiliser leurs ressources économiques que pour renforcer l'intégration défensive de sociétés qui se sentent menacées par une modernisation qu'elles subissent, faute de pouvoir y participer activement. **La liberté du Sujet lutte ainsi sur deux fronts pour combiner des identités culturelles avec la participation à des systèmes d'action instrumentale. Et au lieu de s'en remettre à l'Etat pour sortir la société de sa crise, il faut redonner à chaque individu la capacité de combiner dans sa vie personnelle les forces qui semblent s'affronter au niveau mondial;** ce qui ne conduit pas à défendre un individualisme indifférent aux affaires publiques mais, au contraire, à renforcer l'intervention des acteurs sociaux dans la vie publique.

Le désir de Sujet

Mais où sont aujourd'hui les forces qui peuvent engendrer de nouveaux mouvements sociaux et se donner pour objectifs la solidarité et la diversité, autrement dit animer une politique du Sujet ? La demande de subjectivation est déjà partout présente et active, mais elle est maintenue à un niveau infrapolitique par les effets de la mondialisation de l'économie et par les obstacles que lui opposent

Or n'est-ce pas la faiblesse ou l'absence des acteurs sociaux qui est le fait le plus caractéristique du monde actuel, où se développent tant de crises et si peu de mouvements sociaux, tant de misère et aucune révolution ? Au début de la révolution industrielle, nous avons vu se former la même constellation qu'aujourd'hui : beaucoup de misère, des tentations putschistes, la formation de minorités révolutionnaires et le triomphe d'un capitalisme industriel aussi indifférent aux problèmes sociaux (en dehors de quelques campagnes humanitaires) que le système économique mondialisé d'aujourd'hui. Mais, dans certains pays au moins, se forma vite une conscience de classe ouvrière qui conduisit à la démocratie industrielle. De la même manière, aujourd'hui, je vois se développer la défense des droits culturels et de la solidarité sociale ; eux seuls peuvent conduire à une reconstruction de la vie politique et à une transformation de la société. **Ni la bonne conscience libérale ni le radicalisme communautaire ne peuvent favoriser l'émergence des mouvements sociaux sans lesquels aucune réforme politique importante n'est possible.** La première assure le triomphe des privilégiés, la seconde ne sert qu'à renforcer la construction du pouvoir des États autoritaires. Ceux qui ne pensent qu'en termes de logique du système social, soit pour l'approuver, soit pour la condamner, sont incapables de participer utilement à l'apparition de nouveaux acteurs sociaux. Seule l'analyse qui donne une importance centrale à la liberté et à la capacité d'initiative et de survie des acteurs peut contribuer au renforcement de ceux-ci.

les organisations de type politique, partis ou syndicats, héritiers de mouvements sociaux aujourd'hui disparus mais qui conservent une influence politique et idéologique considérable. Ce constat confère aux intellectuels une responsabilité importante : c'est à eux de faire évoluer les idées et de faire ainsi remonter vers l'action organisée et vers la décision politique ce qui est encore diffus dans l'opinion publique.

Où sont ces demandes de l'opinion publique que je dis partout présentes ? Elles ne s'expriment ni dans la société politique ni dans la société de production. Les principaux acteurs politiques de notre futur proche ne seront ni le citoyen, comme dans notre première modernité, ni le travailleur, comme dans la société industrielle ; ils seront, ils sont déjà présents partout où des individus ou des groupes travaillent à combiner une expérience culturelle privée avec la participation à l'univers de l'action instrumentale. Ce ne sont pas les catégories le plus objectivement définies qui seront, comme ce fut le cas dans le passé, des acteurs historiques ; ce sont les catégories, non pas les plus fragiles, mais le plus directement définies par la nécessité ou la volonté de rendre compatibles les deux univers que la démodernisation sépare. C'est pourquoi la jeunesse, les femmes, les immigrés, les membres de minorités et les défenseurs de l'environnement sont, déjà depuis vingt ans au moins, les acteurs historiques les plus manifestes, au moins dans les sociétés industrialisées ; ce sont eux qui s'efforcent le plus consciemment d'agir et d'être reconnus comme des Sujets.

L'acteur le plus visible est cette partie de la jeunesse qui, en grande partie écartée du travail, se replie sur sa vie personnelle, sur l'affirmation de soi comme Sujet. Les difficultés professionnelles et l'absence de

militantisme politique n'ont pas enfermé la jeunesse dans l'hédonisme. Ses attitudes sont influencées par la musique, le cinéma et la télévision, mais elles se manifestent aussi par la participation à des actions humanitaires et à des campagnes écologistes ; elle est animée par un désir d'être Sujet qui prend directement la forme d'un désir de vie et de défense d'une identité personnelle menacée par l'éclatement de l'expérience professionnelle et sociale. Elle remplace la défense de la société idéale par celle de la vie personnelle, que le plus grand nombre ne réduit pas à une simple fringale de consommation ou à une demande d'assistance.

Les femmes jouent également un rôle important, car elles ont appris, à travers des luttes victorieuses, à unir dans leurs projets vie professionnelle et vie personnelle, l'univers instrumental et l'univers symbolique, donc à agir comme des Sujets. L'affaiblissement des mouvements féminins organisés n'a pas empêché que la conscience féminine n'ait pas cessé de se renforcer et de se définir en des termes qui vont bien au-delà de la simple demande d'égalité ou d'une exigence d'identité. Ce qui a permis aux femmes de se définir, bien davantage que les hommes, comme des Sujets capables d'associer vie professionnelle et vie affective, et donc de dépasser les contradictions du monde actuel.



De la politique à l'éthique

Partout où se révèle la volonté d'être à la fois mémoire et projet, culture et activité, le Sujet est présent, alors qu'il est absent partout où est refoulée l'émotion, occulté le passé, renforcée la discipline, celle de la raison comme celle de la loi. Il est surtout absent là où les sociétés occidentales sélectionnent leurs dirigeants en détruisant leur capacité d'être Sujets eux-mêmes pour en faire des chefs à la fois compétents et incapables de reconnaître l'Autre, y compris en eux-mêmes.

Que le vide de la scène politique mondiale ne nous empêche pas de voir que les coulisses de l'histoire sont pleines de vie, d'aspirations et surtout

de réflexion des individus sur eux-mêmes. Beaucoup s'arrachent à leur existence de consommateurs ou de participants passifs et commencent à se poser face à la vie sociale, parfois pour se tenir à l'écart, plus souvent pour se préparer à défendre, dans un monde changeant, leur conscience d'identité.

De plus en plus souvent nous nommons société civile cet espace où se forment des acteurs qui veulent être reconnus comme des Sujets. Au début de la société industrielle, cette expression avait désigné la société économique qui cherchait à se libérer de l'ordre politique ; mais la société économique, nationale et mondiale, est



devenue l'ordre dominant, et l'idée de société civile a d'abord été recouverte par celle de lutte des classes avant de disparaître à mesure que des conflits structurels de la société industrielle s'institutionnalisèrent. Elle réapparaît maintenant en s'opposant à la fois aux impératifs de l'économie globalisée et à l'ordre imposé par les communautarismes. Elle oppose un principe absolu, la liberté ou la justice, aux contraintes que cherchent à imposer ceux qui parlent au nom de la rationalité économique ou d'une identité culturelle. Elle est défensive plus que négociatrice ; elle est surtout plus éthique que politique car elle résiste à une invasion et à une manipulation plus qu'elle n'entreprend des conquêtes. Rares sont aujourd'hui les actions collectives qui visent à prendre le pouvoir : Marcos et les zapatistes mexicains ont explicitement rompu avec cette idéologie avant-gardiste. À l'action conduite par une vision de l'histoire et cherchant à édifier une société nouvelle et un homme nouveau se substitue une contestation menée au nom de la diversité et de la solidarité et qui cherche à étendre ou à renforcer la démocratie au lieu de préparer la révolution.

La liberté fut conçue comme le renversement des minorités par la majorité. Elle est aujourd'hui défendue comme la reconnaissance des droits sociaux et culturels des minorités, donc de la diversité, et du droit pour chacun d'être soi-même et de combiner ses valeurs et ses formes d'action avec les outils de la raison instrumentale. La justice fut d'abord conçue comme l'égalité de tous devant la loi et comme la destruction de privilèges ; elle fut défendue ensuite comme l'équité, donnant à chacun ce qui lui est dû, lieu d'équilibre qui ne peut être déterminé que par un débat démocratique, par des voies légales ou contractuelles. Elle l'est de plus en plus de manière directement éthique, comme le respect de droits fondamentaux. Elle est la défense institutionnalisée de la liberté et la condamnation des abus, de la violence ou de la corruption, ce qui nous rapproche de la lutte contre les privilèges qui conduisit au renversement de l'Ancien Régime. Mais les crimes que nous condamnons avec le

plus de force sont ceux qui atteignent la dignité de l'individu, le droit de chaque individu à être un Sujet et à être reconnu comme tel. De là la condamnation de plus en plus lourde du viol ou le scandale que suscitent les abus sexuels dont sont victimes les enfants. De là aussi le rejet du racisme qui naturalise l'individu et rejette toute référence universaliste au Sujet.

Le temps des passions politiques est terminé. S'annonce une période qui sera dominée par les passions éthiques, où l'idée de démocratie, longtemps tiède ou servant même à la protection de la bourgeoisie et de la classe moyenne montante, a acquis la force entraînant que perd celle de révolution, salie par les régimes totalitaires qui ont imposé leur pouvoir arbitraire en son nom. Ce changement d'univers moral et politique est aussi important que celui qui nous a fait passer de la construction des États nationaux à la globalisation de l'économie mondiale. Derrière le déclin des idéologies politiques et la perte de confiance des populations dans leurs dirigeants s'opère un bouleversement de l'expérience et de l'action collective aussi important que fut l'entrée dans la société industrielle et qu'avait été auparavant la formation des États nationaux. Tandis que se dégradent les anciennes formes d'action collective qui cessent d'être des mouvements de libération sociale pour s'enfermer dans la défense corporative d'intérêts acquis ou d'idéologies épuisées, s'élèvent des voix nouvelles qui parlent avec émotion et passion des crimes contre l'humanité, de la diversité menacée par l'homogénéisation culturelle, de l'exclusion sociale aggravée par un système économique qui rejette tout contrôle politique.

À une démocratie qui rêva d'abord de participation directe puis de représentation équitable des intérêts sociaux s'ajoute une démocratie de garanties, protectrice des libertés, de la diversité et de la dignité d'êtres humains qui sont, plus profondément que des citoyens et des travailleurs, des individus qui défendent leur droit d'être des Sujets.

Les mutations économiques que nous devons accomplir sont si urgentes que nous sommes souvent tentés de réduire la vie publique et l'action politique aux

conflits et aux négociations par lesquelles elles se réalisent ou, au contraire, échouent. Mais les mutations politiques et morales que ce livre a analysées sont au moins aussi importantes et aussi difficiles à comprendre et à mener à bien. C'est d'un retard dans les idées que nous souffrons, plus encore que de la résistance d'intérêts économiques ou de formes d'organisation administrative périmées.

Voilà qui donne une plus grande importance à l'écologie politique. Même si elle s'est égarée trop souvent dans un culte de la nature antihumaniste, elle est un élément essentiel de la mutation culturelle que nous vivons, car elle apporte la conscience des limites de l'action humaine organisée et technicienne. Elle nous rappelle que l'être humain n'est plus le conquérant d'une nature où il s'ouvrirait à

grand-peine une clairière : en acquérant les moyens de transformer et même de détruire sa planète, il en est devenu responsable. Son action ne peut plus être animée par la confiance dans un progrès sans fin; elle doit l'être par la conscience des menaces qui pèsent sur la survie de l'humanité, sur la nécessité en particulier de sauvegarder la diversité des espèces et des cultures. Nous avons acquis la conscience de notre solidarité avec l'ensemble des éléments qui composent notre environnement et de la nécessité de défendre la diversité des cultures au lieu de la remplacer par l'unité d'une économie globale. Conscience du Sujet et conscience de la totalité concrète dont nous faisons partie constituent la base d'une nouvelle culture politique mondiale.

Le retard des acteurs sociaux

Ce qui manque presque toujours pour qu'apparaissent des acteurs sociaux organisés, capables à la fois de convictions sociales et d'actions collectives, c'est une définition de l'adversaire.

Celui-ci ne peut plus être une volonté, un prince ou une classe dirigeante proclamant sa supériorité, parlant au nom d'un dieu, de l'histoire ou de la nation, imposant des ordres, disposant de la force. La lutte des classes n'a été une évidence historique qu'aussi longtemps que les classes populaires se sont heurtées à des barrières, à des héritages ou au droit divin revendiqué par la classe supérieure. Lorsque les conflits ne sont plus qu'économiques, les mécanismes du marché l'emportent et il n'y a plus de différence absolue entre le marché du travail et celui où s'échangent des biens matériels. L'affrontement des entreprises ou de l'État avec des syndicats peut alors mener à des conflits violents, mais il ne suscite plus de mouvements sociaux. Lorsque le pouvoir n'est même plus celui des employeurs mais celui de réseaux financiers, technologiques et informationnels, il devient insaisissable, ce qui produit une réaction de retrait et de révolte plutôt que de conflit.

Pour reprendre les catégories d'Albert Hirschmann, le monde actuel favorise, en cas de problème social, la loyauté (loyalty) ou le départ (exit) plutôt que la revendication (voice). **Nous sommes sortis d'une période où les mouvements sociaux se définissaient surtout par ce qu'ils combattaient - ils étaient anticapitalistes, anticoloniaux ou antimachistes. Ils ne peuvent se constituer maintenant qu'à partir d'une affirmation positive : celle d'une liberté, d'une volonté d'existence responsable et heureuse.** Nous n'identifions pas facilement les groupes qui dirigent le monde ; en revanche, nous percevons l'exclusion, la famine, la misère. C'est pourquoi les actions collectives sont moins armées d'analyses économiques que de convictions morales. Il est plus difficile qu'autrefois de mobiliser des armées de protestataires et de définir des fronts et des objectifs de lutte ; ces métaphores militaires, si essentielles dans l'idée de lutte des classes, inspirent même aujourd'hui plus de crainte que d'enthousiasme, car nous savons que la guerre sociale, comme toutes les guerres, conduit à des régimes autoritaires et non à la participation démocratique. L'action collective est plus dirigée vers elle-même et vers ce qu'on



pourrait appeler un effort de subjectivation collective que vers une guerre de tranchées ou vers l'assaut final donné à la forteresse de la classe dirigeante et de l'État.

Si la scène sociale est vide, si le monde semble silencieux en cette fin de siècle et si les pays riches sont presque entièrement occupés par le calcul économique, les innovations techniques, les spectacles politiques et les divertissements de masse, ce n'est nullement parce que les acteurs sociaux ont disparu ; ils sont au contraire impatients de s'affirmer, de faire reconnaître leur liberté de Sujets.

Au point même que nous sommes envahis par des flots de moralisme qui ne trouvent pas à s'employer dans des actions politiques, pour deux raisons principales. La plus importante est que nous vivons moins les problèmes d'une société nouvelle, société de l'information ou postindustrielle, que ceux de la globalisation, c'est-à-dire plutôt ceux d'un mode de développement que ceux d'un type de société ou d'un mode de production. Le mode de développement actuel suscite les conflits que j'ai constamment évoqués, ceux qui opposent l'économie globale à la défense communautaire d'identités menacées. Dans ce conflit comme dans ceux que suscita l'impérialisme il y a un siècle, la résistance aux forces dominantes s'exerce souvent au profit de pouvoirs autoritaires. Il existe donc une distance considérable entre ces nationalismes culturels qu'on peut parfois nommer intégristes et l'appel au Sujet. La défense du Sujet est prise en tenailles entre une action sociale réduite aux échanges et à la consommation et, d'un autre côté, des pouvoirs néo-communautaires qui refusent la liberté et recourent au terrorisme et à toutes les formes de répression. Il ne peut se former d'acteurs sociaux autonomes que lorsque les conflits internes d'un type de société l'emportent sur les conflits liés à un mode de développement. Car ceux-ci provoquent non des mouvements de base, mais des mobilisations au sommet, proprement politiques. Leur objectif est la prise du pouvoir et leur action est de type militaire, tandis que les mouvements sociétaux recherchent plus la liberté et la justice que le pouvoir ou la dictature du prolétariat.

L'autre raison pour laquelle l'action collective ne s'organise pas et le désir de subjectivation ne se transforme pas en un mouvement social et en une action politique est que le champ politique est encore occupé par les représentants des anciens mouvements sociaux aujourd'hui en voie de disparition. Les partis et les syndicats qui ont été liés aux grands conflits de la société industrielle, qu'ils soient de droite ou de gauche, devraient être devenus depuis longtemps des agents de gestion des changements imposés par les transformations de l'économie mondiale et des modes de vie. Cette mutation s'est accomplie dans certains pays, comme l'Allemagne, mais dans d'autres, comme la Grande-Bretagne ou la France, le maintien des anciens affrontements a conduit soit à la déroute des syndicats et à la désorientation des partis de gauche, soit au triomphe de l'orthodoxie libérale, ne laissant subsister de l'ancienne vie politique et sociale que des groupes d'activistes et surtout des cadres de pensée et d'action qui sont devenus de puissants obstacles à un renouvellement des mouvements collectifs. C'est surtout visible en France où, après l'explosion de Mai 1968, qui portait en elle tant de thèmes culturels et sociaux nouveaux et qui a renouvelé tant d'aspects de la société française, se sont répandus dans toute la vie intellectuelle et politique des fragments de bolchevisme, voire de blanquisme, qui ont empêché la formation de revendications et de stratégies nouvelles.

Pour que se forment de nouveaux acteurs sociaux, il faut d'abord que soit reconnue l'existence d'un nouveau type de société. L'idéologie aujourd'hui dominante représente le monde comme un ensemble de flux incontrôlables, en permanente transformation, ce qui conduit à juger impossible la formation de nouveaux mouvements sociaux ou même toute action réformatrice. L'action collective repose au contraire sur la volonté de chaque individu, groupe ou nation, d'agir sur les faits économiques, de construire et de transformer son identité et son intégration et de défendre un idéal de solidarité. Retournement de position qui peut



étonner: les forces dirigeantes ne se définissent plus par la conservation d'un ordre mais par le mouvement, l'ouverture, le changement, la circulation aussi intense et rapide que possible des biens, des services et des informations, tandis que les catégories dominées demandent la sécurité, des protections et ce que Jacques Delors a appelé la reconstruction du lien social. Il ne

s'agit plus de conserver un ordre social, mais de créer les conditions sociales qui protègent la liberté personnelle et la diversité culturelle et permettent de résister à l'utopie d'un monde emporté par un mouvement perpétuel vers l'augmentation de plus en plus rapide de la consommation et des communications.

Intellectuels et acteurs

Ce décalage actuel entre la nouvelle culture politique en formation et les cadres idéologiques et partisans de la vie politique n'est pas plus grand que n'a été, pendant une grande partie du XIX^{ème} siècle, la distance entre, d'un côté, une vie parlementaire dominée par l'opposition des libéraux et des conservateurs, des cléricaux et des laïques, des monarchistes et des républicains, et, de l'autre, une industrialisation capitaliste qui écrasait des millions de travailleurs. C'est aux intellectuels qu'il appartient de réduire cette distance, alors qu'ils tendent bien souvent à l'élargir plutôt qu'à la combler dans la mesure où ils restent, dans une forte proportion, attachés aux catégories de pensée et d'action d'une société disparue. Les intellectuels de gauche parlent souvent au nom d'un principe impersonnel : la raison ou l'histoire, ou bien élaborent une critique de la société si radicale qu'elle rend impensable l'existence d'acteurs et de changements sociaux. Quant aux intellectuels de droite, ils s'appuient surtout sur l'idée de choix rationnel contre ce qui les inquiète le plus, l'appel à l'identité culturelle où ils aperçoivent une menace aussi grande que celle que représenta pour leurs prédécesseurs l'appel à la classe ouvrière.

Ainsi, les initiatives sociales qui se multiplient dans toutes les parties du monde et défendent la diversité culturelle ou la solidarité sont trop peu soutenues et analysées par les intellectuels. Ceux-ci risquent donc de passer à côté de ce qui devrait être leur vocation : participer à la recomposition du monde, empêcher que s'accroisse la rupture entre un univers technique trop ouvert et des nationalismes culturels trop fermés et, de manière plus positive, réunir ce qui a

été séparé par la modernisation occidentale et l'opposition qu'elle a imposée entre la modernité et la tradition, entre la raison et le sentiment, entre les hommes et les femmes, entre dirigeants et dirigés. Si les intellectuels ne choisissent pas de refermer la blessure du monde, ouverte il y a quelques siècles et qui ne cesse de s'élargir, ils risquent d'être atteints eux-mêmes par la décomposition des médiations sociales et politiques qui ne parviennent plus à combiner l'univers instrumental avec l'univers symbolique. Celui-ci tombera alors sous la coupe des dictatures communautaires, tandis que la société de masse n'aura pas besoin d'autres intellectuels que ceux qui se mettent au service de la consommation et du profit. **Il est donc urgent que les intellectuels proposent une représentation du monde, de ses changements et des acteurs qui peuvent transformer des tendances spontanées de défense et d'affirmation du Sujet en actions conscientes et en mouvements qui, à leur tour, redonneront sens à l'action politique.** C'est d'idées que nous avons le besoin le plus urgent, plus encore que de programmes politiques ou économiques, car les pratiques sont en avance sur les théories.

Pendant trop longtemps, depuis qu'a été ébranlée la confiance de la sociologie classique dans les institutions, la pensée sociale a été dominée par deux idéologies dont l'opposition a manifesté la crise de cette sociologie, plutôt qu'elle n'a éclairé les faces opposées de la réalité observable. Tandis que l'une réduisait la vie sociale à des « appareils idéologiques d'Etat », selon l'expression de Louis Althusser, c'est-à-dire à des mécanismes



de reproduction des inégalités et du pouvoir, l'autre tentait de réduire l'action sociale à la recherche de choix rationnels, en poussant à l'extrême la pensée utilitariste. Ni l'un ni l'autre de ces discours ne pouvait percevoir et n'a perçu les transformations de l'opinion et des demandes, le surgissement de nouveaux mouvements sociaux, organisés ou non, les formes de la modernisation qui pénètre aujourd'hui toutes les parties du monde, la mise en cause de plus en plus fréquente de la rationalisation et de la civilisation industrielle, l'affirmation par les femmes que le Sujet humain est toujours sexué.

La réflexion philosophique a heureusement retrouvé une vigueur qui a compensé l'affaiblissement de la pensée sociologique. C'est aujourd'hui de la philosophie politique et morale plus que de la description des formes nouvelles de production, d'échange et de répartition que vient le renouveau de la pensée. Mais la pensée sociologique, après une éclipse, commence elle aussi à renaître, transformée. Elle a cessé d'être l'étude des systèmes sociaux pour se concentrer sur l'action. Elle analysait les conditions d'existence et de transformation de l'ordre, elle cherche aujourd'hui à comprendre comment se forment les acteurs, comment des hommes et des femmes créent une société nouvelle, comment se mêlent vie privée et vie publique, comment la démocratie peut être représentative, comment l'unité sociale se combine avec la diversité culturelle. Cela donne une nouvelle vie à une sociologie à la fois culturelle et politique, qui avait été tenue en marge par une sociologie de la modernisation enfermée dans sa croyance au progrès. Et surtout, cela tient la sociologie éloignée des discours idéologiques terrorisants, qui voulurent imposer l'idée d'une histoire sans Sujet et réduire toute la vie sociale soit à la marche du progrès soit au pouvoir absolu d'un dieu caché, État ou bourgeoisie.

Ce n'est pas au niveau mondial, pas plus d'ailleurs qu'au niveau national, que se forment les pratiques innovatrices, mais localement, autour d'enjeux concrets et proches ou dans des relations interpersonnelles directes. De même que le

mouvement ouvrier naquit de l'organisation informelle et des revendications dans les ateliers, de même aujourd'hui la renaissance de l'action sociale s'opère à partir d'en bas, d'où viennent les initiatives créatrices et libératrices - ce qui ne signifie évidemment pas que tout ce qui vient d'en bas soit libérateur, mais que l'esprit de libération consiste à défendre et à renforcer la liberté et la dignité de chaque individu.

Telle est la ligne directrice de ce livre : c'est du Sujet personnel qu'il faut partir, c'est à la démocratie qu'il faut arriver, et la communication interculturelle est le chemin qui permet de passer de l'un à l'autre. Sans la liberté du Sujet, sans son travail de recomposition du monde, de recherche de l'unité entre les éléments qui ont été séparés et opposés les uns aux autres, il n'y a pas de communication interpersonnelle et interculturelle possible ; la tolérance pure et l'acceptation des différences ne suffisent pas à rendre possible la communication interculturelle. Et la démocratie serait vide de sens si elle en appelait seulement, au-delà des différences sociales et culturelles, à l'unité de la citoyenneté et à l'égalité de tous devant la loi ; elle n'est réelle que quand elle permet la défense de droits sociaux et culturels comme formes concrètes du droit d'être Sujet, c'est-à-dire de combiner une expérience vécue particulière avec l'action rationnelle pour donner à l'individu sa liberté créatrice. Le Sujet, la communication, la solidarité sont trois thèmes inséparables, autant que l'ont été la liberté, l'égalité et la fraternité dans l'étape républicaine de la démocratie. Leur interdépendance dessine le champ des médiations sociales et politiques qui peuvent rétablir la liaison entre l'univers instrumental et l'univers symbolique et éviter ainsi la réduction de la société civile à un marché ou à une communauté fermée sur elle-même.

Nous ne pouvons pas accepter la séparation de deux univers, celui de l'instrumentalité et celui de l'identité, sans courir les plus graves dangers. Autant il faut mettre fin à la pensée évolutionniste, à l'utopie dangereuse du règne nécessaire et prochain de la raison et du progrès, autant il faut enrayer la décomposition menaçante du monde. Si nous ne comprenons pas la



nécessité d'une recomposition du monde ou si nous échouons à la réaliser, nous connaîtrons bientôt des chocs comparables à ceux qui, pendant la première moitié du siècle qui s'achève, ont opposé au monde dit démocratique, malade de ses crises économiques et de son absence de justice sociale, des régimes totalitaires qui, au nom de la lutte contre le capitalisme sans patrie, ont imposé le pouvoir destructeur de dictateurs qui conquéraient l'enthousiasme ou la servilité des foules. Entre le capitalisme sauvage et les partis porteurs de projets totalitaires, nous avons trop peu et dans trop peu de pays construit la démocratie sociale.

Aucun mouvement social, aucune pensée contestataire, ne se satisfait de dénoncer un pouvoir ou une idéologie ; toujours ils portent en eux l'idée d'une société juste, mais cette idée peut prendre deux formes politiques opposées. Elle peut opposer un principe radical d'égalité pour supprimer le pouvoir de l'homme sur l'homme, affirmer que tous les êtres humains sont égaux en tant qu'enfants de Dieu ou qu'êtres doués de raison, en tant que citoyens ou travailleurs ; mais, pour imposer cette égalité à une organisation sociale toujours inégale, il faut disposer d'un pouvoir absolu fondé sur la souveraineté populaire, exprimée directement ou remise entre les mains d'un dirigeant charismatique ou d'un dictateur élu ou acclamé.

L'idée de justice peut, au contraire, lutter pour une limitation de tous les pouvoirs au nom de la reconnaissance de droits sociaux définissables en termes de justice et d'équité, mais aussi de droits culturels formulés en termes d'identité et de différence. C'est à l'intérieur de cette conception, éloignée à la fois de l'égalitarisme autoritaire et de la réduction de la démocratie à un marché politique concu-

rentiel, que se place ce livre. C'est aussi à l'intérieur de cette conception démocratique, fondée sur le respect des droits humains fondamentaux, que s'inscrit le débat entre plusieurs conceptions de ces droits, celle qui reconnaît une aspiration universaliste dans toutes les cultures, celle qui insiste au contraire sur la spécificité de chaque culture, et celle que j'ai défendue ici et qui définit les droits humains comme droits du Sujet à se constituer en combinant la particularité d'une expérience culturelle avec l'universalisme de la raison instrumentale.

Cette conception ne me semble pas seulement la plus satisfaisante intellectuellement ; elle m'apparaît indispensable à une pensée démocratique. Un communautarisme extrême, qui est le contraire même de la communication interculturelle dont je défends la nécessité, et qui est le triomphe de la diversité culturelle et politique sur l'unité sociale, ne peut mener qu'à la violence et à la dérégulation sociale, surtout lorsque le marché n'assure plus ses fonctions d'intégration. Inversement, le rêve d'une société rationnelle aboutit à transformer l'intégration sociale en défense des catégories les plus centrales aux dépens à la fois des innovateurs, des marginaux ou des minorités. Les effets négatifs du différencialisme communautaire sont visibles, souvent même spectaculaires ; ceux de l'unitarisme républicain le sont moins, car ils ne reconnaissent aucune existence publique à ce qui n'est pas conforme au modèle central, mais il entraîne une grande destruction d'initiatives ; il entrave la construction du Sujet personnel et il suscite la formation de forces sociales et politiques répressives au nom des menaces qui pèsent sur le modèle unitaire.



De l'éthique à la politique

Faut-il entendre ces conclusions comme un adieu à la politique ? Faut-il reconnaître qu'après une longue période historique dominée par les rapports sociaux de production, les luttes de classes et les mouvements révolutionnaires, nous sommes entrés dans une société de consommation, donc de marché, où les problèmes collectifs cèdent la place aux projets ou aux crises individuelles, au moins dans les pays industrialisés, tandis que les nouveaux pays industriels se mobilisent pour la croissance économique plutôt que pour la redistribution sociale ?

Non, absolument non, car s'il est vrai que nous sortons de la société industrielle, de sa croyance au progrès comme de ses conflits centrés sur le travail, il est faux que la société se réduise à un ensemble de marchés, à des actions stratégiques rationnelles ou à la recherche du plaisir individuel. Ce livre s'est efforcé de définir les enjeux et les acteurs nouveaux de la vie sociale, par lesquels peut être reconstruite une vie politique capable d'être un pont et même un lieu de rencontre et de combinaison entre l'univers de l'instrumentalité et celui de l'identité. Les institutions politiques et sociales ne peuvent donc plus être mises au service d'un ordre supposé rationnel ou d'un progrès qui serait inscrit dans les lois de l'évolution historique ; elles doivent être mises au service du Sujet, seul principe capable de construire le pont nécessaire entre les deux univers. La politique est soumise à l'éthique, alors que pendant longtemps elle a voulu se constituer elle-même en éthique, en morale civique ou en défense d'un avenir radieux contre le passé.

Il s'agit d'un renversement complet de perspective, qui affecte aussi bien notre conception de la société que nos idées sur la justice, la liberté et le bonheur. C'est ainsi que j'ai voulu montrer non seulement qu'il était possible de définir de manière nouvelle les droits de l'homme, les mouvements sociaux ou la démocratie représentative, mais que partout dans le monde surgissent des conduites, des idées, des mouvements d'opinion qui se

placent déjà dans le champ historique dont j'ai tenté de dessiner les contours et le relief.

C'est pour la diversité plus que pour l'unité, pour la liberté plus que pour la participation que sont menés les nouveaux combats, et c'est dans le domaine de la culture plus que dans celui de l'économie qu'éclosent les grandes passions, mais dans notre époque postindustrielle, dans notre société de l'information et de la globalisation économique, les projets et les débats portant sur l'organisation de la vie collective sont aussi centraux dans la vie de chacun qu'ils l'étaient dans la société industrielle ou avant, au moment de la formation des États nationaux. **Cependant le monde politique reste dominé par les intérêts et les représentations de la société industrielle, pourtant en déclin. Si ce retard de la politique persiste, la vie politique risque d'être de plus en plus rejetée par l'opinion, ce qui comporte de grands périls.** Il faut souhaiter que ceux qui ont choisi d'être des représentants élus du peuple contribuent, eux aussi, à la nécessaire renaissance de la pensée et de l'action sociales.

La modernité est devenue problématique. Et c'est peut-être la démodernisation qui l'emportera si nous ne parvenons pas à amarrer l'un à l'autre les continents que la modernité tend à séparer. Notre tâche n'est donc plus d'étudier les conséquences sociales de la modernisation, mais les conditions et les formes des changements techniques et économiques qui permettent de recréer une modernité fondée sur la communication des individus et des collectivités qui sont à la fois semblables et différents entre eux. Certains pensent que le problème ainsi posé est insoluble. Faisons ensemble notre travail, disent-ils, utilisons les mêmes techniques et les mêmes calculs et participons ainsi à une division du travail de plus en plus complexe ; pour le reste, gardons à part notre vie privée, nos croyances, nos sentiments et nos rêves, respectons l'espace privé des autres et soutenons les lois qui protègent le mieux la liberté de chacun. J'ai voulu montrer au



contraire que cette juxtaposition d'une économie réduite à des flux et de politiques de l'identité conduisait à la dégradation à la fois de la rationalité économique et des cultures.

Parce que la religion du progrès, comme les religions communautaires, sont chargées des plus grands dangers et parce que la séparation de la vie publique et de la vie privée n'est qu'une illusion, nous n'avons pas d'autre solution, pour éviter la démodernisation, que de remplir la place laissée vide par la disparition du Sujet politique, et avant lui du Sujet religieux, en y plaçant le Sujet personnel, le désir de chaque individu d'être l'acteur de son existence, le maître d'un temps, d'un espace, de souvenirs et de projets, traversés constamment par des forces extérieures venues de loin, menaçantes ou séduisantes, mais dont il essaie de faire une expérience vécue, une histoire personnelle. La réussite ou l'échec de ces projets personnels dépend surtout de la reconnaissance collective des droits subjectifs, du droit de chacun à combiner une identité culturelle avec des activités instrumentales, mais cette reconnaissance n'est possible que si la vie politique est animée par une revendication collective de liberté créatrice. La politique, réduite aujourd'hui soit à l'adaptation de chaque économie nationale au système des échanges mondiaux, soit à la résistance des intérêts menacés par cette globalisation, pourra-t-elle devenir à nouveau représentative ? Elle ne le sera que quand elle sera dominée par le conflit mené contre ceux qui veulent accélérer le

mouvement des capitaux, des informations et des biens et, tout autant, contre les défenseurs des communautés menacées, par ceux qui appellent individus et collectivités à s'affirmer comme Sujets libres, capables d'unir et de transformer l'univers de l'économie et celui des cultures.

Les choix politiques ne sont pas la simple application d'analyses économiques ou sociologiques mais, s'ils ne s'appuient pas sur une vision générale du changement, ils se réduisent à des actions défensives, incapables de prévoir leurs propres conséquences. Lorsqu'une société se cabre devant des transformations qui lui semblent purement destructrices, elle s'interdit de les dominer et de les utiliser. Si elle croit que c'est en se laissant emporter par le flot qu'elle se libérera de ses propres blocages et de ses faiblesses, elle va au-devant de déchirements dangereux. Ne courons-nous pas le risque, dans diverses parties du monde, de nous abandonner à l'une ou l'autre de ces tentations et d'être ainsi incapables de comprendre le nouveau monde où nous entrons, d'y agir, de lutter contre ses dangers et de tirer parti de ses possibilités ?

De même qu'à partir du milieu du XIXème siècle il fallut de grands efforts aux penseurs et aux politiques européens pour comprendre qu'ils ne vivaient plus les conséquences de la Révolution française mais la naissance de la société industrielle et de ses conflits, nous devons aujourd'hui accomplir une mutation difficile si nous voulons être les acteurs d'un monde en mutation.



La République contre la ville * (Extrait)

Essai sur l'avenir de la France urbaine

par François Ascher

La nouvelle modernité urbaine : lieux et territoires, liens et sociabilités

La société contemporaine n'est-elle pas en train de se dissoudre ou de se pulvériser dans des villes de plus en plus distendues spatialement et temporellement, avec des individus de plus en plus autonomes. Les uns bougent dans tous les sens et à toutes heures de façon quasi chaotique, les autres se replient sur un logement cocon, branché sur les réseaux télématiques et dont il n'est plus nécessaire de sortir, ni pour travailler, ni pour s'approvisionner, ni pour se divertir. La société urbaine ne risque-t-elle pas d'imploser ou d'exploser avec, d'une part, la formation d'isolats volontaires des groupes dominants et, d'autre part, la prolifération de quartiers de relégation dont les habitants menaceraient épisodiquement les quartiers des nantis d'incursions violentes ? Ce type de questions, qui agite les sciences sociales comme les milieux politiques, n'est fondamentalement pas nouveau ; mais il revient sur le devant de la scène au moment où les sociétés dites occidentales semblent franchir des étapes nouvelles dans leur ouverture internationale (la globalisation), dans leur extension urbaine (la métapolisation), dans leurs dynamiques d'individuation (notamment par l'usage des technologies de communication), dans leurs recompositions socioprofessionnelles (avec la baisse du taux d'activité, la diminution de l'emploi industriel et le primat du tertiaire).

Dans ce contexte, la notion de « lien social » autrefois réservée à un petit nombre d'anthropologues et de sociologues, connaît un véritable succès de masse. La métaphore est de fait séduisante : les liens qui servent à attacher ensemble les individus se déferaient, les laissant échapper.

La « cohésion sociale », autre formule à la mode, ne serait alors plus assurée, les conflits entre groupes et individus n'étant plus encadrés par les forces qui les faisaient malgré tout tenir ensemble (le travail, la religion, la famille). Enfin, autre image encore, le « tissu social » se déchirerait, laissant apparaître la société et les individus dans toute leur nudité, sans voiles ni protections.

Inquiète devant cette décomposition sociale qui la menace aussi, la classe politique interroge les chercheurs. Les réponses s'organisent selon deux thèses majeures, même si beaucoup d'entre eux s'efforcent de sortir d'une alternative somme toute traditionnelle entre modèle communautaire et modèle républicain. Les premiers considèrent qu'effectivement la société urbaine, dans sa dynamique d'extension et d'individuation, a isolé les individus et que des liens sociaux solides ne peuvent se reconstituer à partir d'une telle atomisation ; cela devrait inciter à régénérer des groupes intermédiaires car ce n'est qu'à partir de sous-ensembles que l'on peut rétablir de la cohésion sociale. Autrement dit, il faut d'abord faire des petits paquets avec un premier type de liens, puis ficeler les paquets ensemble, avec un autre type de liens. Les petits paquets ne doivent pas nécessairement être fabriqués sur le même mode : ils peuvent relier des individus à partir de tris divers (ethniques, religieux, territoriaux, économiques, affinitaires), mais pour être efficaces, ils doivent évidemment entraîner une adhésion volontaire de leurs membres et les intégrer en les associant dans une gamme d'activités diversifiées. Cette thèse



* © Editions de l'Aube, 1998



d'inspiration « communautariste » connaît un certain succès, particulièrement aux États-Unis. Elle se double souvent d'une hypothèse localiste, les « petits paquets » s'inscrivant dans un territoire sur lequel les individus membres d'une communauté développent de multiples pratiques collectives qui servent de supports aux liens sociaux. Il y a aussi une version métropolitaine high-tech de cette conception, les communautés pouvant être formées d'individus n'habitant pas nécessairement à proximité les uns des autres mais entretenant des liens quasi permanents grâce aux télécommunications et éventuellement aux transports rapides. L'approche communautariste se présente aussi comme mode d'organisation solidaire devant permettre à des individus appartenant à des groupes sociaux défavorisés de trouver leur place dans la société ; elle se double alors généralement d'une thèse culturaliste, visant à préserver et promouvoir des spécificités socioculturelles, ethniques, religieuses, qui peuvent également servir de supports au développement d'une économie plus ou moins parallèle.

Une autre thèse considère au contraire que l'avenir de la société ne passe pas par une tentative de restauration d'un idéal communautaire plus ou moins villageois et archaïque, et qu'une bonne partie des difficultés que rencontre notre société vient précisément des survivances communautaires et des exclusions collectives multiples, qui imposent encore aux individus trop de contraintes et qui entravent l'émergence de nouvelles formes de composition sociale. C'est dans une certaine mesure la thèse républicaine française classique, universaliste, individualiste et rationalisante, dont le projet serait encore inachevé, non seulement en raison des restes et des gains communautaires qui ont encore des traductions institutionnelles, mais aussi parce que de nombreux individus, en particulier ceux qui sont les moins liés à cette société, sont privés par la loi ou dans les faits des droits et devoirs des citoyens. L'agrégation des individus dans l'ensemble social doit donc se faire par des relations directes entre les individus et les institutions, par la prolifération

des relations interindividuelles, par une multiappartenance à des groupes sociaux divers, changeants et ouverts, et non par la formation de sous-ensembles homogènes, fermés, et constituant des écrans entre les personnes et avec les institutions de la République.

Cette seconde thèse a donné lieu à des excès intégrateurs ; et l'incapacité de certains de ses partisans à renouveler leur vision du monde et leurs projets, comme leur maniement simpliste de la raison et de la science, produit de nouvelles rigidités. Les rodomontades républicaines de certains hommes politiques sont ainsi à juste titre dénoncées par divers acteurs, qui au contact de situations très diversifiées, souhaiteraient disposer des possibilités d'adaptation indispensables à la complexité de la société contemporaine. Le domaine scolaire fournit un bon exemple de cette situation : les mêmes enseignants, les mêmes grilles indiciaires, les mêmes moyens pédagogiques sont-ils utilisables partout sur le territoire, des beaux quartiers aux grands ensembles ? Mais, à condition qu'elle soit capable de se renouveler, cette thèse « républicaine », que l'on pourrait aussi qualifier de « sociétariste » pour prolonger l'opposition traditionnelle entre communauté et société, semble néanmoins plus adaptée à la société contemporaine dans laquelle les individus ne sont plus attachés durablement à un seul groupe avec lequel ils partageraient toutes leurs pratiques familiales, amicales, professionnelles, citadines, culturelles, religieuses, etc. Les individus se déplacent en effet de plus en plus d'un groupe à un autre, changent de territoires en fonction de leurs diverses activités et tout au long de leur cycle de vie. Cette diversité et cette mobilité vont croissant dans la société urbaine contemporaine, et ce malgré les entraves de toutes sortes, sociales, culturelles, économiques et politiques, qui restent encore très actives. Cette multiappartenance sociale n'est certes que partielle et inégalement répartie. Mais la solution est plutôt dans sa facilitation que dans une crispation communautaire ou localiste dont les risques ségrégatifs sont majeurs. Il faut s'en garder d'autant plus

que l'observation des sociabilités concrètes montre que leur nombre et leur variété ont plutôt tendance à augmenter avec le statut social et les revenus, tandis que les plus pauvres sont plus figés dans des relations sociales peu nombreuses, peu diversifiées et peu évolutives.

La dynamique sociétariste n'est évidemment pas sans poser de multiples problèmes d'adaptation individuelle et collective, notamment pour ce qui concerne la construction des identités. L'identité de chaque individu se forme en effet sur la base d'un jeu complexe entre le même et l'autre : les communautés localisées fournissaient dans cette perspective des références commodes. En revanche, la multiplication des « appartenances » complique l'identification du même comme de l'autre, en multipliant les différences et en rendant plus difficile l'émergence de références collectives non fragmentaires. Ces difficultés peuvent être très graves pour certaines personnes qui, pour des raisons singulières ou sociales, sont isolées de tout groupe, ou au contraire sont pulvérisées par des activités socialement et géographiquement trop diversifiées ; elles favorisent alors, en réaction, la prolifération de projets communautaires, qui prennent des bases diverses, la religion pour certains (notamment avec les sectes), l'habitat pour d'autres (dans le cadre d'associations locales par exemple), ou encore un hobby (sportif, de loisirs, culturel) à partir duquel se forment des groupes polyvalents (les « tribus »).

En fait, la distinction entre dynamiques communautaristes et dynamiques sociéta-

ristes n'est pas, dans la pratique, aussi tranchée que dans les discours. On assiste en effet, en cette matière comme dans les autres, à une exigence croissante de choix : les individus souhaitent préserver tout à la fois une large gamme de possibilités et une réversibilité maximale de leurs décisions. Il en résulte un type de société où des pratiques néocommunautaires se développent simultanément avec une plus grande mobilité sociale des individus. Cela ne signifie par pour autant qu'une troisième voie soit possible, comme celle que défend Michel Wieviorka, qui serait distincte du modèle républicain (qu'il considère « en déclin ou en décomposition ») et capable d'enrayer le mouvement de « recommunautarisation ». La notion de multiculturalisme qu'il promeut n'hypertrophie-t-elle pas une certaine notion de la culture qui suppose l'existence de stéréotypes culturels et qui cadre mal avec son approche du sujet, tout à fait convaincante par ailleurs, dont les pratiques culturelles seraient au contraire de plus en plus singulières - l'acteur se construisant lui-même comme acteur, pour autogérer son existence ?

Ces évolutions des liens sociaux et des sociabilités participent à la transformation des territoires urbains, et nécessitent un renouvellement de bon nombre de catégories utilisées pour analyser les villes et agir sur leurs formes et leur fonctionnement. Deux d'entre elles méritent une attention particulière car elles occupent une place idéologique significative dans les discours et les pratiques urbanistiques et politiques : le quartier et l'espace public.



La fin du quartier village

En s'agrandissant et en accueillant des populations rurales nombreuses, la ville industrielle a donné une importance particulière au quartier. On a, à juste titre, parlé du « village dans la ville » à propos des quartiers populaires, tant les relations à l'intérieur de ceux-ci évoquaient les communautés villageoises par leurs imbrications et par leur unité globale. De fait, beaucoup de ces quartiers étaient le produit de communautés d'immigrés

ruraux et étrangers qui se reconstituaient en s'adaptant au contexte d'accueil industriel-urbain. Ce phénomène a été très étudié par la sociologie urbaine dès ses débuts. Ces quartiers n'étaient pas nécessairement homogènes socialement et fonctionnellement : on y trouvait généralement des groupes sociaux et des activités économiques variées. Mais ils se caractérisaient par des dominantes fortes (liées à l'activité et/ou aux origines régionales) et

par une superposition et une imbrication d'un grand nombre de relations sociales : les familles, les groupes d'amitié, le voisinage, les pratiques religieuses et politiques, les relations commerciales, les rapports professionnels mobilisaient en grande partie une même population regroupée pour l'essentiel sur un même territoire.

Avec la métropolisation, la base socioterritoriale des quartiers s'érode fortement. Les citadins, de plus en plus autonomes et mobiles, partagent avec ceux qui habitent à proximité de leur domicile des relations sociales de moins en moins nombreuses, variées et redondantes. Les voisins sont de plus en plus rarement des collègues, des

amis d'enfance, des partenaires d'activités collectives. La proximité spatiale n'est plus a priori corrélée avec une intensité relationnelle. Cela ne signifie pas que les habitants d'un même espace métropolitain n'aient plus rien en commun ni plus aucune relation sociale, mais leurs rapports ne s'établissent plus sur les mêmes bases qu'autrefois. S'ils habitent un quartier, ce n'est généralement plus parce qu'ils en sont originaires, mais parce qu'ils l'ont choisi pour ses spécificités propres, ou qu'ils y ont trouvé le type de logement qu'ils recherchaient au prix où ils pouvaient le payer, ou encore qu'ils y ont de fait été affectés par un organisme de logement social.

Quartiers choisis et quartiers subis



Dans la première catégorie de citadins, ceux qui choisissent leur quartier d'habitat, peu peuvent le faire totalement librement, pour des raisons évidentes de solvabilité. Ils font donc leurs choix en fonction de critères prioritaires, et sous contraintes de prix. Les variables qui déterminent leur choix résidentiel sont multiples et différentes selon les groupes sociaux et les âges : les plus décisives sont la localisation des lieux de travail, la qualité des équipements scolaires, la proximité des parents (et plus particulièrement de la mère de la femme, l'axe mère-fille jouant un rôle urbain majeur), l'image sociale du quartier, la qualité des équipements collectifs et de l'environnement. En schématisant beaucoup, on peut affirmer que cette catégorie qui choisit son quartier regroupe surtout les couches sociales ayant un bon couple « niveau de revenu-sécurité des revenus », qui leur donne une réelle possibilité stratégique. Certes, les couples de fonctionnaires ne choisissent pas les mêmes localisations que les cadres dirigeants d'entreprises, mais les uns comme les autres ont la capacité de choisir leur localisation et de le faire en intégrant des perspectives à relativement long terme. Cette dynamique a évidemment pour effet de regrouper des habitants qui ont privilégié les mêmes critères de choix résidentiel, et qui partagent généralement par ailleurs des

pratiques et des références. Cela favorise aussi les relations sociales. Ces quartiers connaissent donc souvent une vie locale relativement intense et, en tout état de cause, ils entrent de façon significative dans les processus d'identification personnelle et sociale de leurs habitants : le quartier ayant été choisi pour ses caractéristiques propres et cristallisant des pratiques sociales identiques ou voisines, il joue en effet plus immédiatement dans les dynamiques de désignation du même et de l'autre. Pour le dire vite, le quartier est, pour les couches sociales plutôt aisées et stables, une composante significative de leurs identités sociales. Il n'est pas pour autant le territoire d'une communauté, même s'il est un facteur de particularisation sociale, voire de ségrégation.

Un deuxième groupe est composé de citadins qui, tout en développant une certaine latitude dans le choix de leur habitat, accordent la priorité aux caractéristiques intrinsèques du logement et à son statut d'occupation. Leur solvabilité limitée, la situation des marchés du logement, les aides publiques disponibles les conduisent alors à des localisations spécifiques. Ainsi, bon nombre de ceux qui vont habiter dans les grandes banlieues, dans les secondes couronnes des grandes agglomérations, dans des zones suburbaines pavillonnaires, s'y localisent car c'est là qu'ils trouvent, en

adéquation avec leur budget limité, la maison individuelle dans laquelle ils veulent vivre et qu'ils veulent posséder. Ils acceptent éventuellement pour cela l'éloignement de leur lieu de travail, de leurs amis et parents, et des difficultés d'accès aux équipements collectifs. Ces habitants, qui viennent de milieux sociaux et géographiques assez variés, ont évidemment moins tendance à développer des relations locales, car ils ne partagent a priori avec leurs voisins que le choix d'un produit. Leurs rapports et leurs activités collectives se résument souvent à quelques revendications communes vis-à-vis de l'aménagement et des pouvoirs publics ; c'est d'ailleurs dans ces zones que l'on trouve le plus fréquemment le comportement égoïste des Nimby (Not in my back-yard). Pour ces populations, le quartier est globalement une catégorie peu signifiante.

Enfin, un troisième groupe est constitué par ceux qui n'ont pratiquement aucun choix en matière d'habitat, et qui sont quasiment affectés à résidence. Ce sont les plus pauvres. Les rénovations et les réhabilitations urbaines ayant supprimé la majeure partie de ce que l'on appelle l'habitat social de fait (c'est-à-dire les logements anciens en mauvais état), ces populations défavorisées n'ont pas d'autre solution qu'habiter dans des logements sociaux et généralement dans la partie la moins bonne du parc social, c'est-à-dire dans les grands ensembles. De nos jours, et contrairement à ce qui se passait à la fin des années cinquante et dans les années soixante, la population de ces grands ensembles est assez homogène socialement : pauvre, fortement sous-employée, jeune, d'origine étrangère. Mais cette proximité spatiale, qui cette fois se double d'une proximité sociale, n'engendre que très peu de relations, et celles qu'elle suscite sont souvent conflictuelles ou délinquantes. La proximité sociospatiale de ces groupes, marginalisés par la société et affectés à résidence dans des quartiers enclavés et de qualité urbanistique médiocre, engendre en effet des sentiments de promiscuité plus que d'appartenance positive à une même communauté. Des militants associatifs, des

groupes religieux, des animateurs socio-culturels s'efforcent pourtant d'enclencher des dynamiques communautaires locales. Mais leurs efforts sont dans l'ensemble peu fructueux, les habitants potentiellement les plus dynamiques se hâtant de quitter le quartier dès qu'ils le peuvent, et en particulier dès qu'ils trouvent un emploi relativement stable. De façon significative, les habitants de ces grands ensembles utilisent fréquemment le mot « quartier » pour désigner leur lieu d'habitat : « J'habite un quartier », dit ainsi souvent un jeune pour dire qu'il vit dans un logement social en périphérie. Ladite politique des « quartiers en difficulté » explique en partie ce vocabulaire. Mais dans ce cas d'espèce, le quartier est à la fois un territoire de relégation et une forme de stigmatisation.

Les politiques publiques tentent bien de réagir et d'aider ceux qui s'efforcent d'en faire des lieux de solidarité collective, de valorisation de cultures spécifiques, de développement d'une économie parallèle et de services de proximité. Mais les résultats sont peu encourageants, à quelques exceptions près. Des expériences étrangères sont bien citées comme exemples encourageants, mais elles montrent également au bout de quelques années les limites des politiques d'animation sociale et de redéveloppement local. Aussi, il faut se garder de verser dans des projets de reconstitution de mythiques quartiers populaires, solidaires, chaleureux, sûrs et combatifs ; et il vaut probablement mieux prendre au sérieux la notion d'underclass, de sous-prolétariat, car elle attire l'attention sur les limites de l'innovation sociale dans certains contextes. Les quartiers en difficulté et la « politique de la ville » ne sont probablement pas des laboratoires, ni pour la rénovation de l'État - comme semblent le croire par exemple Jacques Donzelot et Philippe Estèbe, pour lesquels la politique de la ville annonce le nouvel État animateur -, ni pour une nouvelle démocratie plus participative. Ce constat douloureux implique aussi qu'il faut réexaminer les moyens de mettre en oeuvre pour éviter que la concentration de cette population en quelques lieux ne fonctionne comme des abcès de fixation ne



laissant aucune chance à ceux qui y sont assignés à résidence. Plutôt que d'y renforcer des dynamiques communautaires qui, au mieux, consolideraient l'enclavement et les handicaps de toutes sortes, ne vaudrait-il pas mieux s'efforcer d'aider les habitants de ces quartiers à en sortir, pour le travail, pour l'école, pour les loisirs ? Plutôt que de réparer à tout prix et sans fin

le cadre urbain de ces quartiers, ne doit-on pas, dans bon nombre de cas, lorsqu'il se révèle impossible d'y diversifier les populations, penser à leur suppression et au relogement dans la ville de leurs habitants ? Des municipalités travaillistes anglaises l'ont fait assez radicalement avec succès. Leur expérience mériterait qu'on s'y intéresse.

Du quartier-territoire au quartier-contexte

Au-delà des mesures à prendre pour les quartiers « difficiles », ce sont plus généralement les conceptions politiques et urbanistiques des territoires urbains qu'il faut réexaminer. Car les quartiers, avec des différences, nous l'avons vu, selon les localisations et les groupes sociaux, ne jouent plus le même rôle dans la fabrication des territoires sociaux. Pour des individus de plus en plus nombreux, leurs fonctions pratiques relationnelles et identitaires s'amoindrissent. Une enquête a récemment montré qu'à la question « Qu'est-ce qui selon vous, vous caractérise le mieux ? », un tiers seulement des personnes interrogées répondaient « le quartier » ou « la commune de résidence », les jeunes et les habitants des grandes villes étant les moins nombreux à s'identifier par leur lieu de résidence.

De fait, si les citoyens passent de plus en plus de temps dans leur logement, s'il y ont de plus en plus d'activités et de relations sociales, pour le travail, la famille, les loisirs, en revanche ils passent de moins en moins de temps dans leur quartier. Ils y marchent aussi de moins en moins et ne pratiquent à pied qu'un tout petit périmètre autour de leur logement et sur quelques parcours seulement qui leur permettent éventuellement d'accéder aux transports collectifs. Bien souvent, ils pénètrent dans leur domicile par les garages individuels ou collectifs. Ils ne font plus que très rarement des courses à proximité de chez eux. Ils conduisent de plus en plus souvent leurs enfants en voiture à l'école ou à la crèche. Ils connaissent peu de monde dans leur quartier et ont peu de relations avec leurs voisins. Cette évolution est moins forte pour certaines catégories de la population,

entre autres pour ceux qui se déplacent peu. Elle est aussi souvent refusée voire niée, notamment par les élus communaux, qui en prennent pour preuve le développement de la vie associative. En fait, l'évolution de celle-ci est très inégale ; beaucoup d'associations ont une activité très épisodique et leur taux de mortalité est très important. Toutefois, il est vrai que l'on assiste dans certains quartiers à une dynamique associative locale, en particulier pour l'organisation de loisirs et pour la défense d'intérêts locaux. Mais cette vitalité associative, très relative, est aussi le symptôme de la disparition des relations sociales de proximité largement informelles qui existaient autrefois et que les associations s'efforcent aujourd'hui de compenser.

Ainsi, le quartier perd peu à peu une part importante de ses fonctions urbaines. La proximité physique, qui n'a jamais été une condition suffisante pour susciter des relations sociales, n'en est même plus une condition nécessaire : ce qui compte de nos jours, c'est plutôt la proximité en temps. Or, on passe maintenant souvent moins de temps à aller loin avec des transports rapides que près avec des déplacements lents. De plus, le développement des transports rapides et des télécommunications modifie progressivement les modalités des interactions sociales, et en particulier la place et l'importance du face à face et de l'échange direct. Dans ce contexte, le quartier se vide d'une partie de ses dimensions citadines. Mais il ne disparaît pas pour autant. Il se transforme plutôt en environnement d'un logement qui lui ne cesse de gagner en importance. Non seulement celui-ci est



de plus en plus grand, mais on y fait de plus en plus de choses, on y reçoit plus qu'autrefois, on en change aussi moins. Le logement semble récupérer ainsi des activités qui en étaient sorties, le travail par exemple (avec le télétravail et la formation continue à domicile) ou attirer des activités qui pour beaucoup de groupes sociaux se faisaient autrefois à l'extérieur, comme la rencontre avec des amis et les loisirs. Le logement gagne ainsi une partie de ce que

le café, le trottoir et la place publique perdent. Le quartier est aussi de moins en moins un lieu d'enracinement; mais le logement y jette son ancre, fonctionnant alors comme une base familiale, comme un point d'appui pour les activités multiples de chacun de ses membres, mais également comme un point fixe à partir duquel le citoyen - lorsqu'il en a les moyens - peut rayonner dans la métropole.

Redéfinir politiquement et urbanistiquement le statut du quartier

Les élus communaux ont toujours accordé beaucoup d'importance aux enjeux des quartiers, ce qui est normal car c'est bien là l'échelle première de leurs compétences. L'atomisation communale française n'est de ce point de vue pas un handicap, mais plutôt un avantage. À condition pourtant que l'on en démocratise le fonctionnement qui est pour l'instant, dans les textes et souvent dans les faits, autocratique et peu participatif. Mais cet intérêt des élus communaux pour l'échelle du quartier devient fréquemment excessive depuis qu'ils ont été dotés par la décentralisation des compétences en urbanisme : la conception et la gestion des villes ont en effet une fâcheuse tendance à être traitées par les élus comme l'addition des réponses aux besoins et aux revendications des quartiers. Or les communes ne sont pas plus des ensembles de quartiers que les métropoles ne sont des ensembles de communes. Certains problèmes se posent bien sûr à l'échelle des proximités résidentielles, mais les principaux choix urbanistiques ne peuvent se déduire de l'addition des revendications et des refus des groupes de résidents. Pourtant, beaucoup de décisions sont prises, ou plus souvent encore ne sont pas prises, sous la pression d'associations et de comités locaux, de lettres et de pétitions d'habitants. C'est là le prix d'une décentralisation excessive, de l'électoratisme, mais aussi d'une conception dépassée de la ville contemporaine et d'un fonctionnement démocratique défaillant. Car le système

local français bute sur la question de la représentativité et trébuche sur celle de la participation. Autrefois en effet, la démocratie représentative était doublée par un système notabiliaire local, par des mouvements politiques et syndicaux territorialisés, et elle était donc plus aisément en adéquation avec les dynamiques sociales à l'intérieur des quartiers dont certains formaient de quasi-villages. De nos jours, le système représentatif local est moins adapté à des quartiers formés par des individus de plus en plus différenciés, dont beaucoup d'ailleurs ne sont pas représentés dans les instances locales (en particulier les populations étrangères, nombreuses dans les grands ensembles). D'autres modes d'implication des citoyens deviennent ainsi nécessaires. L'instauration de procédures de référendum et l'amélioration des procédures d'enquêtes publiques sont des premiers pas, mais qui se révèlent encore insuffisants pour faire face aux nouveaux besoins de participation liés à la fois à la complexification des besoins et à la crise des systèmes de représentation. Les habitants des villes s'excluent ou se sentent exclus des décisions locales ; ils sont de plus en plus nombreux à protester, à tenter de faire pression, à engager des contentieux devant les tribunaux. Il est donc clair qu'il faut renouveler profondément la démocratie locale, y introduire des formes participatives nouvelles, le plus en amont possible dès l'élaboration des projets, dès l'engagement des études. Mais le déve-



loppement de la participation et de diverses formes de consultations risque également de multiplier les avis, les critiques, les propositions divergentes, les oppositions. Il y a un danger réel de blocage des actions à moyenne et à grande échelles, à moyen et à long termes. Le péril nimbiste n'est pas non plus à négliger. Les nouvelles pratiques de participation, dès qu'elles concernent des enjeux qui ne relèvent pas seulement du voisinage, doivent donc être inscrites dans le contexte métropolitain. Il ne faut pas les laisser sous la seule responsabilité d'élus, de comités et d'associations à bases locales trop restreintes. Nous retrouvons ici les problèmes que nous avons évoqués dans notre première partie et dont les solutions passent inévitablement par des réformes institutionnelles, par l'instauration d'instances démocratiques métropolitaines, et par le droit de vote des étrangers aux élections locales...

Si l'attention accordée par les élus aux quartiers est parfois excessive, l'approche développée par les urbanistes pour traiter de cette même échelle de proximité et de voisinage est aussi fréquemment mal adaptée aux réalités contemporaines. Il ne faut certes pas négliger les besoins des populations qui sont captives de leur quartier d'habitat, les très jeunes enfants, les personnes âgées, les chômeurs. Mais doit-on continuer à multiplier les espaces destinés à un voisinage illusoire, les placettes et les microsquares qui restent désespérément vides, ou ne vaut-il pas mieux répondre plus fonctionnellement aux pratiques urbaines actuelles, y compris de ceux qui vivent à l'échelle du voisinage ? Quels sont les équipements qui restent ou deviennent pertinents à l'échelle des quartiers et quels sont ceux qui seraient plus utiles, à des échelles plus grandes ou plus petites ? La mobilisation du voisinage est-elle une solution probante pour développer les services de proximité, ou n'est-il pas préférable, plus efficace et plus économique, d'organiser une partie à une échelle plus large ? Doit-on continuer à réserver des locaux en pied d'immeuble, que l'on est obligé de murer avec des parpaings dans l'attente de commerces de

proximité qui ne reviendront probablement plus dans les quartiers ? Quoi que l'on pense de la voiture dans notre société, ne serait-il pas temps d'accorder une plus grande considération urbanistique et architecturale aux espaces que fréquentent ceux qui les utilisent - qui sont très largement majoritaires - en particulier aux parcs de stationnement, espaces souvent sinistres ou désolés, inconfortables et insécures ? Les abribus doivent-ils rester des protections sommaires contre les intempéries, tout juste sponsorisables par la publicité, ou doivent-ils être traités comme des espaces publics à part entière, où l'on peut s'asseoir, être informé du temps de l'attente et, pourquoi pas, être diverti pendant celle-ci ?

De fait, les urbanistes semblent un peu piégés dans leur rôle traditionnel qui est, comme ils l'affirment souvent, de dessiner les vides qui structurent les villes, de localiser les activités et de programmer les équipements. Car ce faisant, ils conçoivent la ville sans prendre en compte autant qu'il le faudrait les modifications qui affectent l'intérieur de l'habitat, dont nous avons vu qu'il se transformait considérablement. De même continuent-ils de localiser sur des plans des bâtiments et des équipements privés et publics sans prendre en compte l'évolution des activités qu'ils accueillent et leurs nouvelles relations avec le contexte urbain. Or les sphères du public et du privé, comme les relations entre intérieur et extérieur, ou entre proche et lointain, se transforment considérablement. À l'intérieur du logement, les sociabilités changent, modifiant le statut plus ou moins privé et intime des pièces et des circulations. À l'extérieur, les espaces de proximité de l'habitat sont moins des morceaux de territoire urbain que des éléments d'environnement du logement. Ils sont moins collectifs et moins publics qu'autrefois ; les qualités qu'ils requièrent évoluent avec leurs changements de fonctions ; ils nécessitent de plus en plus un traitement proche de celui de l'intérieur des immeubles, voire du logement. Un programme de recherche allemand avait ainsi lancé il y a quelques années le thème du confort des espaces publics qui devait



être de la même qualité « à la ville comme à la maison ». C'est une piste à reprendre. Ce resserrement autour du logement se double aussi d'une dilatation du territoire à

l'échelle métropolitaine : le quartier perd ainsi ses points d'appui dans le même mouvement qui constitue ou renforce des lieux d'échelle supérieure.

Les nouveaux lieux urbains

Bon nombre de lieux, de rituels et de sociabilités urbaines dont nous avons l'habitude perdent de leur importance dans les villes, grandes et petites : le bistrot du coin de la rue, ses conversations de comptoir et ses parties de cartes ; le terrain de pétanque, ses jeux de boules et leurs propos stéréotypés ; la place de l'église, la sortie de la messe et ses bavardages qui n'en finissent plus tandis que les enfants s'agitent ; la place du marché, ses rencontres usuelles, ses échanges sur le temps qui fait, qu'il a fait et qu'il fera ; le cinéma de quartier, sa séance du samedi soir avec ses petits mystères ; la rue, peuplée de gens que l'on connaît ou que l'on pourrait connaître, que partagent non sans microconflits les générations et les groupes sociaux ; les boulevards où se croisent les passants et où le monde urbain se donne à voir dans toute sa diversité et tous ses mouvements. Comment ne pas avoir une certaine nostalgie pour cette ville, d'autant que pour beaucoup de gens ce sont là des souvenirs d'enfance ? Et pourquoi ne pas essayer, quand c'est possible, de reconstituer des lieux et des sociabilités de ce type ? Mais voilà, cela est rarement réalisable, car les villes et la vie urbaine ont changé. Cette cité d'autrefois existe de moins en moins. Certains groupes sociaux essaient bien de la retrouver et réinvestissent des quartiers anciens où perdurent les formes architecturales de la ville ancienne et parfois encore quelques-unes de ses pratiques sociales. Quelques groupes minoritaires, par exemple les gays, y reconstituent aussi des fragments de vie de quartier. Ces divers types de gentryfication touchent principalement les centres historiques des grandes agglomérations ; ils se doublent souvent de leur mise en tourisme. La ville ancienne et ses pratiques, plus ou moins survivantes ou factices, deviennent un décor. Les « intégristes » de la défense du patrimoine crient

au scandale et s'insurgent contre la muséification ou la « disneyification » de ces lieux. D'autres, plus pragmatiques, y voient des moyens contemporains de préserver des objets de mémoire, et s'efforcent de maîtriser leurs nouveaux usages.

L'épuisement de cette urbanité ancienne ne signifie pas pour autant la fin de toute urbanité. D'une certaine manière, les villes, comme les écosystèmes, ont aussi une formidable capacité de résilience, d'adaptation. Les liens sociaux et les espaces se transforment tandis que les individus et la société développent de nouvelles interactions, fabriquent de nouveaux lieux, redessinant les frontières entre les territoires de l'intime, du privé, du communautaire, du collectif, du public, de l'intérieur et de l'extérieur. Les nostalgiques du bistrot, s'ils cherchent les sociabilités du café d'autrefois dans un fast-food, n'y verront probablement qu'une unité de production d'une multinationale. En revanche, s'ils se livrent à une observation ethnographique un peu plus fine sur les dix-huit heures d'ouverture quotidienne d'un de ces fast-food, ils verront qu'il est le lieu régulier ou épisodique de pratiques et de relations multiples : certains individus n'y font bien sûr que des passages brefs et solitaires, mais ils sont aussi nombreux à y venir à plusieurs, en famille, à s'y rencontrer, à y traîner, avant ou après une autre activité, dans une chaîne de pratiques urbaines dont le « repas rapide » n'est qu'un épisode.

Ainsi, alors que s'épuise un modèle de ville et d'urbanité, d'autres lieux urbains prennent une place croissante dans les quartiers anciens et à leurs périphéries : les centres commerciaux, les aéroports, les musées, les cinémas multiplexes, les terrains de sports et les grands stades, les restaurants, les parcs de loisirs, mais aussi les hôpitaux, voire les caisses d'assurance



maladie, les services des passeports à la préfecture, etc. Certains d'entre eux sont issus de lieux qui se sont constitués sous des formes « primitives » au XIX^{ème} siècle : le restaurant s'est inventé peu après la Révolution française ; les grands magasins et les gares, ancêtres des centres commerciaux et des aéroports, sont apparus au Milieu du XIX^{ème} siècle, de même que les hôtels, les stades, les théâtres modernes, les lunaparks. Ces nouveaux espaces urbains ne sont pas vides de relations

sociales, d'interactions de toutes sortes ; peut-être certains liens sociaux y apparaissent-ils moins intenses, moins fréquents, mais ils sont largement compensés par la prolifération de liens peut-être plus « faibles », mais bien plus nombreux et diversifiés. Ce sont les territoires et les lieux des nouvelles urbanités. Mais il sont aussi souvent incroyablement mal traités par ceux qui les conçoivent et qui les gèrent, dans la mesure où ils sont généralement réduits à leurs fonctionnalités primitives.

De nouvelles sociabilités urbaines

Les centres commerciaux ne sont évidemment pas seulement des boîtes à vendre dans lesquelles des individus sans relations les uns entre les autres s'approvisionneraient, conditionnés par les publicités des marques multinationales. Ce sont aussi des lieux de fonctionnement familial, de promenade, de rencontres, de drague, de spectacle et de loisirs. De même, les aéroports ne sont pas de simples machines à circuler destinées à des hommes d'affaires pressés, des non-lieux comme le prétend Marc Augé ; ce sont aussi des lieux de travail où interagissent des centaines voire des milliers de travailleurs de l'aérien, où se croisent et se mettent en scène des populations socialement, générationnellement et nationalement diversifiées, hommes d'affaires accrochés à leur téléphone mobile, groupes de retraités revenant de vacances encombrés de souvenirs, chercheurs en route pour un colloque, immigrants en partance assis sur leurs valises, etc. Ce sont aussi des lieux d'excitation individuelle ou collective, d'angoisse, d'achats compulsifs ou de flâneries, d'entre-deux où le temps change de valeur et de signification. On pourrait évoquer de la même manière les gares, les rues piétonnes des centres-villes, les parcs de loisirs, les stations-service d'autoroutes, les complexes multisalles de cinémas, etc. Les citoyens fréquentent de plus en plus ces lieux, tout comme ils vont de plus en plus dans des musées, des expositions, assistent à de grands spectacles vivants sportifs et culturels, dînent dans des restaurants, pratiquent des sports, visitent des monu-

ments historiques ou des bâtiments remarquables.

Certes, ces pratiques sont socialement très inégalement réparties. Globalement ce sont les populations des grandes villes, et plus particulièrement les jeunes adultes, les jeunes retraités et les ménages des couches moyennes qui fréquentent le plus ces lieux et qui développent des activités en dehors de leur quartier et de leur cadre professionnel. Cet élargissement et cette diversification de leur sphère de sociabilité s'accompagnent de modifications des modalités mêmes de leurs échanges. Les lieux, les circonstances, les motifs des interactions se multiplient. Les contacts directs se combinent avec l'épistolaire, les télécommunications et l'audiovisuel. Les relations familiales sortent du logement, s'effectuent dans les automobiles et avec les automobiles, lors des approvisionnements collectifs, des sorties du week-end et des vacances. Les relations entre parents se complexifient avec l'allongement de la durée de vie qui fait coexister de plus en plus souvent quatre générations, l'augmentation des divorces et des familles recomposées qui dilate et complique les parentèles, mais aussi grâce aux moyens de transports et de télécommunications qui rendent plus faciles les rencontres et permettent d'en différencier les formes.

Les relations amicales se modifient également. Autrefois, le travail et le quartier étaient leurs deux principaux territoires d'élection, et un déménagement ou un changement d'emploi s'accompagnait souvent de changements d'amis, du fait



même de l'éloignement physique. De nos jours, les amitiés sont moins dépendantes du travail et du quartier d'habitat, tout au moins pour les adultes actifs ; elles peuvent se poursuivre malgré des mobilités professionnelles et résidentielles ; elles sont plus affinitaires et moins déterminées par des coprésences immédiates. Chaque membre d'un même ménage tend ainsi à développer sa propre sphère relationnelle alors

qu'autrefois, les amis des enfants ou des conjoints étaient les enfants ou les conjoints des amis (mais les enfants sont aussi de plus en plus souvent à l'origine des amitiés des parents). Il se forme ainsi une multiplicité de réseaux qui se connectent à partir de chaque individu, et qui tissent un maillage de fils plus fins mais bien plus nombreux.

Refonder des civilités urbaines, adapter les lieux publics

Les transformations des lieux, des objets et des modalités des sociabilités urbaines modifient les pratiques sociales dans les espaces publics. Autrefois, les citoyens connaissaient ou auraient pu connaître beaucoup de ceux qu'ils côtoyaient dans les espaces publics, dans la rue, dans un commerce, au cinéma, dans leur quartier. Dans les villes, de nos jours, les citoyens qui fréquentent des lieux publics, seuls ou à plusieurs, ont de moins en moins de chances de connaître ceux qu'ils croisent. Comme Simmel l'avait déjà mis en évidence au début du siècle, dans la grande ville chaque citoyen devient en quelque sorte un étranger. L'urbanité métropolitaine se construit alors sur un mélange d'indifférence, de tolérance et d'affinités particulières. La multiplication des appartenances sociales et la complexité des identités socioculturelles diversifient aussi la civilité, c'est-à-dire les codes de conduite des individus, les convenances et les « bonnes manières » en usage dans leurs groupes. Les actes des uns et des autres perdent leurs significations communes. Pour le citoyen de la grande ville, la formule « dans la foule solitaire » résonne plus que jamais à la fois comme l'expression d'une possibilité de liberté individuelle et comme une angoisse majeure.

Les interactions entre gens inconnus sont en effet à la fois un potentiel et une menace. Elles sont rendues difficiles car les individus ne partageant plus les mêmes codes, les incompréhensions sont fréquentes. Telle attitude, tel comporte-

ment peut être perçu comme une menace, un appel, une provocation, un quasi-délit, alors qu'il n'a pas du tout cette signification pour son auteur. Une pratique individuelle apparemment sans importance peut engendrer une gêne pour ceux qui partagent le même lieu public, voire être vécue comme une agression : c'est le cas typique des baladeurs qui, lorsqu'ils sont réglés trop forts, laissent échapper des sons aigus souvent insupportables pour les voisins dans un transport public ; c'est aussi le cas des usagers de téléphones mobiles qui perturbent les lieux collectifs par leurs sonneries et leurs conversations trop fortes et indiscrètes. Il peut résulter de tous ces faits non seulement des gênes mais une sensation globale d'insécurité. Celle-ci est renforcée par le sentiment de solitude face à des agressions potentielles, elles-mêmes facilitées d'une certaine manière par les déviances et les délinquances que peut engendrer un sentiment de liberté individuelle sans forces sociales de rappel. En effet, en l'absence de membres de ses groupes d'appartenance, il n'y a plus, pour certains individus, de risques de sanctions au non-respect des règles collectives, y compris à la transgression des codes de son propre groupe. L'espace public, qui accueille des pratiques et sociabilités variées, est de plus en plus un territoire où se mêlent l'inconnu, l'imprévisible, l'immaîtrisable.

Refonder une civilité commune, restaurer des codes de conduite clairs, connus et partagés, apparaît ainsi comme une des grandes exigences de la vie urbaine. Les





multiples petits incidents de la vie quotidienne, comme la crainte d'une insécurité des centres urbains sur le mode américain, rendent les citoyens de plus en plus sensibles au besoin d'invention d'une nouvelle politesse urbaine qui faciliterait les côtoiements et interactions quotidiennes, et à la nécessité de restaurer un sentiment d'appartenance à une même collectivité qui puisse constituer des solidarités concrètes et accroître ainsi le sentiment de sécurité dans les lieux urbains. Le développement de l'autonomie des individus exige ainsi le ressourcement et l'adaptation des droits et devoirs qui règlent leurs interactions personnelles. Civilité, citadinité et citoyenneté sont des enjeux majeurs et interdépendants de notre société urbaine. Les citoyens libres doivent maîtriser et utiliser une civilité commune pour régler leurs rapports les plus anecdotiques ; ils doivent aussi avoir la conscience d'appartenir à une collectivité citadine, pour réagir solidairement à l'égard des citoyens anonymes qu'ils côtoient.

Les hommes politiques et les urbanistes n'ont pas toujours suffisamment conscience de ces enjeux. Pourtant, leur responsabilité est engagée. Il ne s'agit pas seulement de développer des services de sécurité, d'exiger des commissariats de police plus nombreux, de recruter des policiers municipaux, d'améliorer l'éclairage extérieur : il faut faire des espaces publics un champ politique majeur. La prise en compte de la question de la civilité est certes très compliquée, car les pouvoirs publics ont peu l'habitude de s'occuper des convenances : ils sont plus entraînés à autoriser ou à interdire ; or ces modes d'action sont par essence contradictoires avec ce type d'objectifs. S'agissant de la solidarité, ils ont aussi du mal à agir autrement qu'en affectant des moyens publics à telle ou telle action, ou en « sous-traitant » la mobilisation volontaire des habitants à des mouvements associatifs. Mais la politique ne doit pas se défaire de la solidarité sur l'humain. La restauration locale du politique comme la valorisation sociopolitique de la civilité urbaine passent par une inversion de cette tendance qui voit les

collectivités locales comme l'État se décharger de plus en plus sur des mouvements associatifs et caritatifs. La démultiplication des moyens publics par des mobilisations militantes est certes indispensable, mais elle affaiblit aussi la sphère publique lorsqu'elle s'y substitue.

En matière d'intervention publique sur la civilité urbaine, l'expérience lancée par le maire de Bogota il y a quelques années est très intéressante et mériterait d'être analysée plus au fond. Tout le monde connaît l'insécurité qui règne dans cette ville. La municipalité ne disposant pas de moyens sérieux, ni pour lutter contre la pauvreté ni pour lutter contre la violence, son maire avait lancé il y a quelques années une grande campagne sur la politesse et la convivialité urbaine. Les habitants étaient invités à être sympathiques les uns envers les autres, souriants et serviables, les automobilistes étant appelés par exemple à laisser traverser les piétons, et ceux-ci étant encouragés à dire merci. Le pouce levé fut le symbole de cette campagne d'amabilités. Son succès fut important et relativement inattendu, montrant que ce type de mesure ne relevait pas du gadget politique, mais mettait le doigt sur des problèmes essentiels de la vie urbaine. Bien sûr, peu à peu cette campagne fut oubliée. Mais elle a un caractère exemplaire de la nécessaire prise en compte de la civilité dans les politiques urbaines.

La conception et la gestion des espaces publics, de ces nouveaux lieux urbains, devraient aussi mieux prendre en compte les sociabilités contemporaines et les nouvelles modalités des interactions en public. Ainsi, en France jusqu'à une période récente, la conception architecturale et urbaine des centres commerciaux, des gares, des grands équipements collectifs, hôpitaux, universités, stades, etc., s'est faite sur la base de fonctionnalités quasi uniques et a donné naissance à de véritables forteresses introverties. Depuis quelques années, ces objets peu urbains s'enrichissent de quelques fonctions annexes qu'ils intègrent un peu mieux. Mais les choix architecturaux restent grosso modo les mêmes : le regroupement autour d'un espace central, éventuellement avec

un atrium, et des façades externes aveugles ou opaques. Cette conception perpétue l'introversion de ces bâtiments et contribue à la fragmentation urbaine. La taille et le statut de ces grands équipements privés, parapublics ou concédés les font aussi largement sortir du champ public : la sécurité et l'entretien y sont notamment assurés par des sociétés privées, ce qui ne facilite évidemment pas le développement de la civilité et de la citoyenneté car cela renvoie la définition et le contrôle des règles de comportement au champ de la propriété et aux logiques marchandes.

Ces grands équipements privés, publics, parapublics étant probablement des formes économiques et urbaines largement inévitables, il faut les investir d'une réflexion positive et les traiter de façon nouvelle, comme les nouveaux lieux urbains que de fait ils sont déjà devenus. Ils doivent être multifonctionnels, ouverts,

sous le contrôle des pouvoirs publics, conçus de telle manière que les individus et les groupes puissent tout à la fois y développer leurs pratiques urbaines et y pratiquer une nouvelle civilité. Les gares, les aéroports, les centres commerciaux, les hôpitaux, les universités, etc., sont devenus trop importants dans la vie urbaine pour qu'on en abandonne la conception et la gestion aux seules logiques des entreprises et des institutions qui gèrent leurs fonctions premières. Et, si les partenariats public/privé sont fort utiles, voire indispensables, ils ne doivent pas pour autant conduire au désengagement des pouvoirs publics : ils doivent au contraire permettre une reconquête publique de la ville. Ils doivent aider à reconstituer des civilités et une citoyenneté adaptées à la croissance simultanée de l'autonomie et des interdépendances des individus métropolitains. (...)



Les banlieues font aussi partie de l'identité lyonnaise

Texte d'humeur

par Bruno Voisin, sociologue

La violence des mutations lyonnaises

Il est important de souligner l'importance et la rapidité des évolutions de l'agglomération lyonnaise pour avoir une conception ouverte et dynamique de son identité.

En 150 ans, Lyon et l'agglomération lyonnaise ont connu de formidables mutations urbaines, économiques et sociales. D'une ville prenant pied sur la rive gauche du Rhône, on est passé à une vaste conurbation en couronnes successives s'appuyant sur des petites agglomérations périphériques : Givors, Vienne, l'Île d'Abeau, Ambérieu, Villefranche, l'Arbresle.

Cette phase de péri-urbanisation est aujourd'hui fortement engagée et mènera sans doute la Région urbaine de Lyon, vers des problèmes de structurations similaires à ceux que la région parisienne a connu dans les années 70-80 et qu'elle n'a pas encore surmontés. Ce ne sont pas seulement l'économie et l'urbanisme qui se transforment, ce sont aussi la démographie et le lien social. La crise des banlieues illustre ces mutations.

Il existe sans doute aujourd'hui un décalage important entre la réalité de l'agglomération, avec ses forces, ses tensions et ses ruptures d'une part, et l'identité qu'elle tend à se donner à travers une relecture de sa géographie et de son histoire par les membres de la société civile. Cette relecture, qui cherche le sens d'abord dans la continuité, occulte les scissions violentes, les ruptures, les conflits. Elle privilégie les courants de pensée dominants. Elle échoue à intégrer les mutations récentes de l'espace social lyonnais et particulièrement l'histoire récente des banlieues et de l'immigration. Lyon, à la fois carrefour et ville frontière, pôle commercial et pôle culturel, a toujours été une ville d'immigration et d'innovations sociales. Constamment l'orthodoxie du moment s'y est confronté aux mouvements religieux, philosophiques et idéologiques les plus divers portés par les nouveaux arrivants.



L'importance des apports innovateurs

On ne peut parler de l'identité lyonnaise sans faire une place aux apports originaux des différentes communautés religieuses, non catholiques, à travers leur histoire propre : protestantisme, judaïsme, islam plus récemment. Souhaitons que la parole puisse leur être donnée pour qu'elles disent ce que leur engagement dans la réalité lyonnaise représente pour elles. Parmi d'autres éléments, j'évoquerai le rôle du foyer protestant et la présence de la communauté juive rapatriée à la Duchère, ou encore la place qu'a prise

aujourd'hui la grande mosquée dans l'agglomération.

Il faut prendre en compte également, dans l'histoire des idées et des formes sociales propre à l'agglomération, l'apport des mouvements populaires et d'émancipation successifs : émotions populaires et révoltes bourgeoises sous l'ancien régime, révolte des canuts accompagnant l'essor de la fabrique, prémices du mouvement ouvrier lié au développement de la « grande industrie ». Enfin la révolte des

jeunes de la banlieue liée à l'intégration difficile et heurtée des grands ensembles ces vingt dernières années peut se référer aux mutations économiques, urbaines et sociales liées à la tertiarisation. De la Grande Rebeune aux canuts, de la révolte des Voraces au mouvement des banlieues, l'histoire de Lyon contient des raccourcis saisissants qui font partie de son identité propre et nous conduisent à cette veille du millénaire.

La dynamique identitaire lyonnaise ne s'est pas arrêtée dans les années 60. Elle ne se

limite pas à la synthèse « herriotiste » qui fait dialoguer catholicisme social et socialisme modéré dans ce que Bruno Benoit appelait un progressisme modérantiste. Même si l'esprit lyonnais, comme le note Jean Marie Auzias, connaît toujours une tension permanente entre la capacité d'ouverture et les tendances au repli sur soi, il faut affirmer que l'histoire récente des banlieues et des différentes générations de l'immigration, avec leur recherche identitaire propre, font aujourd'hui partie de l'identité lyonnaise.

Des difficultés d'intégration récurrentes

Faut-il oser un raccourci à travers les siècles entre deux événements lourds de signification qui mettent en relief les difficultés de la ville à se situer vis-à-vis de « l'Autre » et à intégrer l'apport des nouveaux venus.

En 177, le consulat de Lyon souhaite, par mesure d'économie, se passer de combats de gladiateurs. Il décide d'amuser la foule en jetant aux fauves quelques immigrants orientaux qui refusaient de sacrifier à César. Dix huit siècles après, la télévision diffuse en boucle la mort de Khaled Kelkal au col de Malleval. Deux ans auparavant Khaled avait exprimé au sociologue allemand qui l'interviewait, toute la difficulté d'un enfant « des quartiers » à s'intégrer dans le monde

du lycée en s'affrontant à d'autres milieux sociaux, et comment celle-ci le poussait vers l'extrémisme.

Cette histoire est significative de la violence des rejets subis par les populations en situation périphérique dans cette ville avant qu'elles ne trouvent une voie pour s'intégrer à travers de nouvelles formes de citoyenneté.

En contrepoint, la persistance de l'humanisme lyonnais, c'est aussi la capacité qu'a la société civile locale à faire émerger des médiateurs-accompagnateurs qui refusent l'exclusion et affirment par leurs actes qu'il n'y a d'identité vraie qu'en prenant en compte l'ensemble du fait social.

Banlieues et identité lyonnaise

Aujourd'hui, l'identité lyonnaise (moins au sens de l'image construite pour autrui et plus au sens du cadre selon lequel autrui perçoit l'agglomération, ou encore de ce que notre présentation laisse transparaître de notre moi profond), intègre totalement l'histoire de l'Est lyonnais.

Dans les années 80, les rodéos des Minguettes, la marche des jeunes de la seconde génération, les premières tours démolies à Monmousseau ont occupés durablement les médias nationaux pour faire maintenant partie des éléments indissociables de la représentation de Lyon.

Dans les années 90, les événements de Vaulx en Velin, la mort de Khaled Kelkal, la démolition des tours de la Démocratie sont venus prendre place au milieu d'une

histoire mouvementée des banlieues de la région parisienne et de multiples autres agglomérations grandes ou petites. Chacun sait maintenant qu'à l'instar de Lyon, les situations d'exclusion et de marginalisation peuvent se traduire par des émeutes urbaines, des affrontements avec la police, la mise à sac des centres commerciaux, le « caillassage » de bus. Lyon n'a pas le monopole de ces images. Bien d'autres villes, ou périphéries de ville, sont marquées par cette difficile histoire de l'intégration des différentes générations de l'immigration et de leurs compagnons de galère, les jeunes de toute origine vivant dans les mêmes secteurs de la ville. Il y a eu un film fondateur « La haine » de Matthieu Kassovitz. Il y a eu N.T.M. et bien

d'autres groupes de rap. Il y a eu les tags. De nombreux autres films ont décliné la difficulté de vivre la banlieue. Récemment, « Mémoires d'immigrés » essaie de montrer la filiation entre les différentes formes de rejets vécus d'une génération à l'autre et les formes différentes d'intégration.

Pour toute une génération de jeunes d'origine populaire, issus des banlieues, immigrés ou non, Lyon reste un haut lieu d'une histoire identitaire particulière mêlant grèves de la faim contre la double peine (celle de 1981 et celle de 1998), révolte des jeunes, émergence du mouvement beur bientôt relayé par S.O.S.

racisme, puis émergence de « l'islam des banlieues » à la fois un et multiple, en tension entre pratique communautaire ouverte et tentation de l'intégrisme.

Lyon, c'est aussi des acteurs de ce mouvement et leurs accompagnateurs médiateurs : Toumi Djadja et S.O.S. Minguettes, Bouzid et la marche de l'égalité, Convergence 84, le Comité Thomas Claudio après les événements de 1990 à Vaulx en Velin, puis Agora, Citons également parmi les « passeurs » Christian Delorme, Jean Costil, Djida Tadjait, Azouz Bagag, Maurice Charier le maire de Vaulx en Velin et bien d'autres.

La diversité des apports de l'immigration

L'histoire urbaine de l'agglomération, celle de son mode de développement industriel, les liens particuliers de Lyon avec la Méditerranée et l'Algérie donnent une place prépondérante à l'immigration maghrébine. La deuxième génération a été le véritable catalyseur du mouvement des banlieues. Pourtant, celles-ci sont le lieu d'un brassage beaucoup plus large où se mêlent des Lyonnais d'histoires, d'origines et de références culturelles diverses.

Habitants des quartiers centraux insalubres, jeunes ménages à la recherche d'un premier logement, paysans chassés par l'exode rural et venus chercher un emploi dans le contexte des « trente glorieuses », rapatriés d'Algérie, mais aussi espagnols, italiens, arméniens venus entre les deux guerres, portugais, et plus récemment sud-américains et chiliens, familles d'Afrique Noire, turcs, réfugiés du Sud-Est asiatique, tous cohabitent ou ont cohabité dans les mêmes ensembles sociaux.

Cette mosaïque vit, cohabite, pénètre les réseaux de la grande ville et, à travers des filières diverses « colore » la culture de l'agglomération.

Dans l'histoire de Lyon, les immigrations de toutes origines et de toutes conditions se sont succédé, ont fait souche, ont enrichi l'agglomération de leur apport culturel, leurs réseaux communautaires, leurs compétences et savoir-faire.

Nombreux sont ceux qui ont fait souche et

ont participé au développement de la ville : les Italiens et les Allemands de la renaissance, les Italiens et les Savoyards émigrés de la fin du XIX^{ème} siècle, peuplant la rive gauche du Rhône, Arméniens fuyant le génocide et main d'œuvre vietnamienne ou maghrébine embauchée dans les usines de l'Est lyonnais après la première guerre mondiale, réfugiés italiens et espagnols, familles d'Europe de l'Est chassées par les totalitarismes avant la seconde guerre mondiale.

Chaque communauté a créé sa propre géographie (Italiens de Gerland, Arméniens de Décines, Maghrébins de la place du Pont, Espagnols de Vénissieux), développé ses réseaux, s'est dotée d'une histoire particulière. Chacune d'entre-elles s'est aussi affrontée aux forces de rejet, parfois aux pogromes (contre les italiens en 1894 après l'assassinat de Sadi Carnot), le plus souvent au racisme ordinaire, mais a aussi trouvé ses propres voies vers l'intégration, si ce n'est vers l'assimilation.

Ce mouvement d'intégration s'est poursuivi après la seconde guerre mondiale dans les années 50 et 60, notamment par le biais des mouvements syndicaux, des associations sportives, mais aussi des appareils municipaux et des partis politiques. Localement, des cercles culturels, des églises permettaient de fédérer la première génération. Eglise de la Sainte Famille à Croix Luizet, église arménienne dans le 3^{ème} arrondissement.



Dès les années 60, alors que sortaient de terre les premiers grands ensembles (Parilly, La Duchère, Mermoz, La Grappinière), l'immigration a repris en même temps que l'exode rural se développait vers les villes. Immigration de travailleurs portugais, maghrébins, yougoslaves, logés en foyer ou occupant les logements les plus insalubres, et les plus ségrégués : taudis du centre-ville ou des bourgs périphériques, garnis, cités de transit, bidonvilles, restés nombreux jusque dans les années 70 dans l'Est lyonnais.

En 1962, l'accueil des rapatriés d'Algérie, dans un contexte où le logement était rare, a été un défi qui a mobilisé les responsables lyonnais. Les grands ensembles où les offices HLM mettaient en location les premiers logements, notamment La Duchère, ont accueilli de nombreuses familles grâce à un contingent de réservation mis en place par le Préfet. D'autres opérations immobilières privées, mais avec des coûts de réalisations abaissés au maximum, ont ciblé les rapatriés : les « Résidences » à Saint-Fons, Olivier de

Serre à Villeurbanne, Terraillon pour partie à Bron.

Dans les années 70, pour beaucoup de familles, les grands ensembles ont été l'occasion d'accéder à leurs premiers logements confortables. Après 1974, pour les familles maghrébines, la possibilité d'obtenir un logement confortable dans les Z.U.P., avec leurs équipements scolaires et sociaux, a été le déclencheur du regroupement.

On note, depuis les années 1975-1977, l'accroissement progressif du poids de l'immigration maghrébine dans les grands ensembles. D'autres populations étrangères sont venues progressivement s'intégrer : réfugiés chiliens après 1973, familles du Sud-Est asiatique après 1975 ; plus récemment les familles turques sont venues s'installer notamment à Saint-Fons et à Bron Terraillon. Les familles françaises, venues des DOM-TOM ont également été accueillies dans certains quartiers. Des familles d'Afrique Noire se sont installées dans les années 80, contribuant à diversifier le peuplement des quartiers sociaux.



Des modes diversifiés d'intégration

Selon les sites, selon l'environnement social et politique, chaque communauté s'est plus ou moins structurée et dotée d'instances représentatives ou d'outils pour une action sociale et culturelle spécifique plus ou moins distancée des instances religieuses. Le mode de représentation a évolué depuis les années 80.

Les « Jeunes Arabes de Banlieues » (JALB), d'abord catalyseur de toute une génération en émergence, sont devenus une structure plus politique cristallisée autour de l'action de Djida Tadzait. A Rillieux, très tôt les différentes communautés, mongs, jeunes mulsumans ont été prises en compte par la municipalité qui a pratiqué une très large délégation de gestion pour les équipements de proximité, non sans poser de problèmes. A La Duchère, l'association tunisienne a rassemblé les jeunes des familles du quartier autour du soutien scolaire

et des contacts avec le pays d'origine.

Dès les années 85-90, le soutien scolaire a été un enjeu pour les associations communautaires, souhaitant se substituer à l'action des travailleurs sociaux ou des équipements traditionnels. Sur plusieurs secteurs, depuis les années 90, les associations mêlant enjeux communautaires, enjeux générationnels et enjeux religieux, deviennent les pivots de la vie associative locale. Elles tendent, depuis les années 90, à se substituer aux associations de défense traditionnelle des locataires et des familles (CSF, CSCV, CNL) dont les effectifs et les cadres se sont étiolés. Souvent, elles revendiquent une délégation de service public pour leur action sociale ou d'intégration, tout en se donnant une raison sociale plus large que l'appartenance au quartier.

Des logiques de recompositions sociales et urbaines

Cette pression des structures d'origine communautaire affaiblit la logique d'action proprement territoriale et participe à l'affaiblissement des identités de quartier avec une tendance marquée à la segmentation du lien social et au développement des stratégies d'évitement. Les travaux sur le quartier Armstrong, menés en 1997, ont bien souligné ces logiques d'autant plus affirmées que l'offre de participation de la part des responsables institutionnels est défaillante et empêche l'émergence d'objectifs partagés au niveau du quartier.

Les conséquences de ce déficit d'offre de participation au niveau local sont doubles : d'une part, l'exacerbation des logiques identitaires des jeunes rendus captifs des phénomènes de déqualification et d'exclusion,

d'autre part, les logiques de fuites des secteurs les plus ségrégués au profit d'autres types d'habitat par les familles

ayant les moyens d'une trajectoire résidentielle autonome.

Pour ces dernières, quelle que soit leur origine, la capacité d'accéder à un projet résidentiel autonome s'accompagne d'un processus d'intégration qui, à terme les « invisibilise », et leur permet de se fondre dans la vie sociale de la métropole en échappant aux stigmates des « territoires d'assignation ». Les référents ethniques, religieux subsistent comme traits culturels identitaires librement choisis dans le processus d'individualisation large que connaît la société française et participe à la diversification culturelle. L'analyse montre que ce n'est pas l'appartenance ethnique qui bloque le processus d'intégration, mais plutôt les situations de précarité et de chômage, qui à travers la déqualification sociale entravent toute évolution et exacerbent le repli identitaire.

Une identité plus « ouverte » pour un projet d'agglomération plus dynamique

Pour l'agglomération lyonnaise, c'est donc un enjeu fort d'intégration et de développement, d'afficher « un projet d'agglomération » plus audacieusement fédérateur se donnant pour but de mettre en place une véritable participation des habitants au devenir de leurs quartiers, mobilisant des aides significatives pour l'accomplissement de leurs projets, et permettant d'y faire émerger de nouvelles formes d'identité et de citoyenneté.

A l'heure où la tache urbaine se diffuse au-delà des limites de la Communauté urbaine, où se mettent en place des infrastructures de transports qui modifient profondément les rapports espace-temps dans cette aire élargie, prenons conscience de la multiplicité des réseaux qui véhiculent le lien social entre les différents secteurs de l'agglomération.

La multiplication des espaces d'échange et de transaction entre centre et périphérie favorisent l'investissement de la scène publique par les jeunes des banlieues. Le travail précurseur de Marcel Nottar, dans le cadre de « Traction avant » à Vénissieux a préfiguré l'explosion culturelle actuelle des banlieues. Les jeunes créateurs de la périphérie essaient en centre ville et fécondent le milieu artistique. L'exemple de la grande parade de la biennale de la danse d'inspiration brésilienne qui a vu les jeunes des banlieues se produire rue de la République en centre ville en est un exemple marquant. Evitons que l'identité lyonnaise ne se bloque entre attitude de rejet et euphémisation des conditions d'intégration.

Souhaitons que la société civile lyonnaise et les décideurs locaux trouvent les paroles



décisives « capables de faire ville » qui redonneront à Lyon son statut de « ville-monde », intégrant, puis redistribuant les richesses intellectuelles et morales de ses résidents de toute origine, sur les cinq continents au gré de ses réseaux économiques, culturels, affinitaires. Le choix courageux d'afficher le caractère

méditerranéen du quartier Moncey pour sa requalification va dans ce sens.

Lyon, ville au rayonnement mondial a du mal à intégrer ses banlieues remuantes. Pourtant elles peuvent être un facteur de dynamisme permettant de renouveler en profondeur son identité.



Mémoire et identité d'un quartier

par Jean-Claude Barthez

Sociologue, ancien chef de projet DSU Grand Lyon

Les réflexions qui suivent sont issues de l'analyse de deux travaux d'étudiantes chargées de débroussailler en 1997 le thème « mémoire et identité d'un quartier », en l'occurrence le quartier « Armstrong » des Minguettes. Elles ont produit une chronologie des diverses interventions publiques qui montrent l'ampleur des actions menées sur quinze ans et, en contrepoint, la non existence d'une véritable entité « quartier » qu'auraient organisé ou tenté d'organiser ses habitants, comme si leur « mémoire » se refusait à reconnaître l'intérêt dont-ils ont été l'objet de la part de la puissance publique et à se reconnaître dans ce territoire où ils vivent.

● Identité, territoire et démocratie locale

Tout quartier est-il « nécessairement » porteur d'une identité ? ou bien toute division territoriale de la ville doit-elle être marquée, au-delà de sa fonction, par une dénomination propre qui traduise un « être social » ? Sans doute existe-t-il pour chacune un nom plus ou moins administratif ou enregistré par l'usage mais coïncide-t-il avec un groupe social particulier ou un ensemble de groupes ? Certainement pas ou pas systématiquement. Les dénominations ne sont pas sans intérêt et sans signification ; à l'époque le « derrière les voûtes » de Perrache avait un sens précis à Lyon ; les « Minguettes » en a un aussi à l'échelle de l'agglomération ou, sous un angle plus positif « La Presqu'île ». Ce sont des fonctions ou des prédominances de fonction qui sont ainsi repérées mais qui n'impliquent pas toujours, à l'échelle de la zone ainsi délimitée, une vie sociale particulière. Les réseaux de relation des habitants d'Ecully ou du VIème arrondissement ne s'y réduisent pas ; les classes aisées se caractérisent, on le sait depuis

longtemps, par un accès large à l'espace urbain et par la minimisation des relations de voisinage.

Si donc dans des quartiers « normaux » l'identité territoriale reste un phénomène de basse tension, pourquoi faudrait-il qu'elle prenne, dans d'autres quartiers, une force plus grande ? On peut imaginer deux justifications à ce souhait. La première reste formelle, peu convainquante quoiqu'assez efficace ; c'est la justification par l'aménagement. A partir du moment où tel quartier, tel grand ensemble se fait repérer comme zone à problèmes et que la réponse sociale et politique est de le délimiter comme tel et de lui affecter, quels que soient les statuts et la tutelle, des « aménageurs »¹, l'existence de ceux-ci renforce l'identité sociale et urbaine du quartier en question. Souci légitime, chaque aménageur, concomitamment ou successivement, va chercher des interlocuteurs représentatifs ; il en trouve mais il est évident que leur représentativité est faible ou partielle ou les deux. Rarement l'aménageur envisage de renforcer d'abord la représentativité locale des responsables divers et surtout des politiques pour susciter, comme le ferait un appel d'air, une meilleure représentativité des habitants. On sait que dans les quartiers « normaux » le jeu normal des élections et des groupes d'intérêt entraîne une représentativité de fait des habitants, même si elle ne se traduit pas de façon solennelle et extériorisée. Encore faut-il pour que ce type de démocratie - à forte dose de groupes de pression - fonctionne, que ces groupes et les acteurs locaux aient une position reconnue sur l'échiquier social et politique ; ce n'est pas le cas dans la plupart des quartiers stigmatisés.



1. Ce terme dans les entretiens réalisés par les étudiants, renvoie aux institutions qui portent un projet - urbain - de quartier, principalement l'OPAC du Rhône, la commune et la Communauté Urbaine.

● Les « jeunes » porteurs d'une identité locale ?

La deuxième justification de la nécessité d'une identité territoriale est d'une autre nature, elle est illustrée par les jeunes du quartier étudié. Quand on y parle des « jeunes », on sait qu'il n'est pas seulement question d'une classification d'âge. Le terme renvoie à perturbation, violence, drogue, « rouille » devant les bâtiments, une « guerre froide menée avec les (autres) habitants ». Les jeunes représentent une sous-catégorie de cette classe d'âge, regroupant des adolescents et des jeunes adultes masculins squattant les montées et les espaces communs ; on voit donc se préciser un groupe, dit des « jeunes », caractérisé par le chômage, l'oisiveté, la non responsabilité familiale, occupant des points de l'espace public où ils sont visibles et repérables, n'ayant pas les moyens ou l'usage des autres espaces urbains ; à la fois captifs du quartier et n'ayant accès qu'à l'espace public ils sont le stigmate de la dégradation et de la relégation du quartier au point que la catégorie « habitants », peut quelque fois s'opposer à celle des « jeunes » alors que normalement elle devrait l'englober. On conviendra que cette corrélation entre les espaces extérieurs et un groupe stigmatisé et stigmatisant n'est pas un facteur valorisant la visibilité du quartier. Il s'agit là d'une territorialisation négative dont on comprend qu'elle soit un mauvais support d'identité : pour les « jeunes » qui en sont captifs mais aussi pour les « habitants ».

Cette présence évidente des « jeunes » est, de plus, un élément antagoniste à la volonté de l'aménageur ; la cible légitime de celui-ci est l'espace public, celui que, précisément, ils s'approprient entraînant une dévalorisation qui, symboliquement, atteint tout le quartier en provoquant chez de nombreux habitants un raisonnement qui, stigmatisant les « jeunes », nie l'unité du quartier et récuse les aménagements. Ainsi, le seul groupe de résidents qui n'a d'autre territoire que le quartier, celui des « jeunes » par sa manière de l'occuper et de le marquer, contrecarre le processus d'amélioration et de renforcement de

l'identité territoriale par lequel l'aménageur cherchait à assurer une meilleure intégration du quartier à l'espace urbain.

● Identité sans territoire

Sans doute les « jeunes » ne sont-ils qu'un groupe restreint, masculin principalement, mais qui se renouvelle constamment et dont la visibilité, qui s'oppose à la discrétion territoriale des hommes adultes dans le quartier - les « pères » dit-on - est un défi et une proclamation permanente de la relégation. Dans ce contexte, ce n'est pas à partir du territoire du quartier que les « habitants » cherchent à bâtir une identité mais avec des éléments non territoriaux ou, du moins, à une autre échelle que le quartier et, éventuellement, en opposition à lui.

A l'exception de quelques rares initiatives d'associations locales (néanmoins sous la tutelle des acteurs socioprofessionnels), l'action vient de l'extérieur, vers une population qui reste plutôt passive. « L'idéal qui aurait été de passer le relais aux habitants ne s'est jamais réalisé » nous dit-on. Quant à la liste des intervenants professionnels, elle révèle un réseau complexe avec une multiplicité de correspondants administratifs et politiques. Que l'on se place donc dans la perspective de la vie associative ou dans celle des interventions officielles qui, du reste, se chevauchent et se recoupent souvent, la réalité du quartier apparaît rarement comme à l'origine des actions. Armstrong, est le point d'application de mouvements dont l'origine est ailleurs. Dans la mesure où cet ailleurs est, pour une part et sans doute la plus grande, le lieu des responsabilités, de l'autorité et du pouvoir, la relation entre cet ailleurs et les habitants du quartier ne peut que rester floue et informe.

Plus concrètement ces habitants n'ont pas d'interlocuteur unique en face d'eux sauf lorsque, momentanément, parce que la situation l'exige, (par exemple quand la vacance des logements s'accroît), un des organismes responsables (en l'occurrence l'OPAC du Rhône) dépasse les limites habituelles de sa compétence. Les choses semblent alors s'améliorer.



C'est ce qui s'est passé pendant quelques années avec la mise en place par l'OPAC du C.A.S.C.E. (Centre d'Accompagnement Social des Etrangers). Cette équipe spécialisée avait défini une procédure « d'attribution fixe » des logements en vue de réduire la vacance. Pour ce faire, ces professionnels très présents sur le terrain avait noué des relations directes avec les habitants, approfondissant la connaissance des réseaux locaux et appuyant les initiatives locales. Ainsi, alors que la vacance passait de 24 % en 1980 à 6 % en 1990, la conjugaison de l'action d'intervenants extérieurs, d'initiatives locales appuyées par des mouvements divers existant à l'échelle des Minguettes ou de l'agglomération avaient abouti à une certaine effervescence de la vie associative locale, amorçant visiblement la constitution d'une « identité territoriale ». Mais le bailleur a estimé qu'il lui fallait revenir à une définition plus stricte de ses tâches et, malgré la mise en place d'une gestion locative dite « de proximité », il était hors des capacités et des compétences de la population locale de reprendre à son compte ce mouvement d'identification. Si l'identité territoriale doit exister, autant qu'aux habitants, c'est aussi aux autorités de la construire.

Il n'y a donc pas à s'étonner que le discours des habitants et leurs pratiques traduisent l'impossibilité ou l'insuffisance de la relation au quartier pour s'affirmer socialement par référence à lui. Aussi, au-delà des relations quasi obligées de proximité avec les voisins immédiats, il semble que les références identitaires se nourrissent essentiellement dans les réseaux. Réseaux familiaux d'abord qui débordent largement le quartier, réseaux ethniques dont l'image est très forte dans le discours des habitants. Les réseaux non locaux apparaissent à travers l'existence de certaines associations à caractéristique ethnique, dont la zone de recrutement dépasse largement les Minguettes et la commune, et à travers l'importance prise par l'affirmation et les pratiques de l'Islam.

● Un déficit démocratique

Dans les phases successives de la politique de la ville la notion de territoire a toujours eu une place importante même si, ces derniers temps, le champ spatial s'en est élargi. Dans cette perspective l'aménageur - ou « le développeur social » - se pose en interlocuteur d'une population dont on attend qu'elle s'organise autour de l'identité de son territoire et qu'elle « participe ». A travers ce que nous savons du quartier étudié, cette organisation identitaire ne s'est pas produite et c'est ailleurs et autrement que les habitants cherchent leurs repères. Le seul groupe à avoir concrètement investi le quartier est celui des jeunes à qui on le reprocherait plutôt. Captifs du quartier ils s'y montrent d'apparence souvent arrogants ou au moins désinvoltes, quelque fois brutaux. A l'occasion, et au delà d'un étiage incivil et délinquant, il peut y avoir quelque explosion qui est affirmation et revendication d'identité. On pourrait imaginer une forme plus permanente, plus calme aussi, mais forte quand même, de revendication qui structurerait l'identité sociale de personnes réduites (à des degrés divers) à une relative relégation. Mais l'idée d'une « révolte revendicative » n'est qu'une hypothèse ; peu d'acteurs sociaux, hors de ces quartiers, en font un objectif politique et, jusqu'à maintenant, on connaît peu de quartiers où l'énergie identitaire, en réaction à la relégation, ait dépassé la révolte brutale et brève de groupes de jeunes, accompagnée souvent de l'assentiment discret des parents.

Il faudrait donc admettre que s'il peut exister une certaine forme d'identité, relativement paisible, en relation avec un territoire, c'est quand il s'agit d'une population qui a les moyens de son intégration sociale et pas dans un système de paupérisation croissante.



A moins qu'un des objectifs essentiels de l'intervention publique et son moyen premier ne soient précisément, et d'abord, la recherche d'interlocuteurs parmi la population. Cela a pu être le cas, un temps, dans ce quartier.

En effet, à la suite des tensions de « l'été chaud » aux Minguettes en 1981 et de la marche de l'égalité vers Paris en 1983, des actions publiques sont décidées et menées par plusieurs acteurs (OPAC, administrations, Université, etc. ...). Parmi ces actions la mise en place par l'OPAC de l'équipe spécialisée (du C.A.S.C.E.) présentée plus haut et dont on a dit les résultats positifs qu'elle avait obtenus. Mais le contrat de cette équipe n'a pas été renouvelé. La période qui suit est présentée comme celle d'un « essoufflement », de « fluctuation de la politique sociale », de « polémique entre aménageurs et acteurs sociaux » et autres qu'on pourrait rassembler dans la formule « insuffisance de la capacité d'adaptation du système ». On reste aussi troublé de voir cette période de grands projets se finir dans une espèce de débandade. Que s'est-il passé ?

Une première constatation c'est que cette pléthore d'actions ne paraît pas avoir été accompagnée d'une tentative de structuration (structuration de la représentation locale de la population, ou de la coordination organique des intervenants et responsables). L'action vient de l'extérieur, sur une population qui reste plutôt passive. La municipalité (toujours dans l'analyse des entretiens) est peu présente. Certes elle s'oppose au conventionnement sans travaux, qui sera finalement décidé, dans sa perspective d'une maîtrise du peuplement, c'est-à-dire d'une limitation de la population prolétaire d'origine étrangère au profit des fameuses « classes moyennes » souvent citées, mais ne semble pas prendre en compte la réalité de la paupérisation des habitants et en tirer des conséquences dans sa politique. Mais l'absence apparente d'un leadership municipal dans le traitement des problèmes soulevés n'est qu'un élément parmi d'autres.

Faiblesse du leadership municipal mais, par contre, forte implication de l'OPAC, d'abord à travers la mise en place de l'équipe spécialisée puis par la décentralisation de sa gestion. Cette décentralisation s'est faite en deux temps, d'abord par la création d'une agence dont le ressort s'est vite révélé trop étendu puis par le partage de ce ressort. L'implication de l'office est évidente, sa pertinence moins. En effet si l'office a retenu, de l'expérience menée par l'équipe spécialisée, le bien fondé d'un rapprochement de l'administration et des habitants, il n'est pas sûr qu'il ait modifié comme il l'aurait fallu sa manière de gérer. De même les nouveaux gardiens et les agents de secteur ont été recrutés parmi les habitants du quartier, ce qui manifeste un souci de meilleure communication, mais il semble que ce recrutement n'ait pas été suivi de la formation, de l'encadrement et du soutien nécessaires pour éviter à ce personnel le risque d'être englué dans les réseaux locaux ou de se soumettre à leurs exigences.

De plus ce rapprochement de la gestion a été grevé d'une ambiguïté. Il était d'une part d'un « retour » de l'OPAC à son métier de base de bailleur, accompagné - on peut le supposer - d'une réaffirmation de la compétence de ses agents qui avaient dû s'accommoder de la présence de l'équipe spécialisée pendant 4 ans. D'autre part, il a pu apparaître aux habitants comme une consolidation, une reconnaissance des rapports qui s'étaient établis au temps de cette équipe, ce qui n'était qu'en partie vrai : « il y a eu une espèce de lien très fort qui a créé un mécanisme de dépendance, un mécanisme de revendication aussi. Aujourd'hui l'OPAC apparaît comme débiteur, en quelque sorte... il y a eu des orphelins d'une certaine manière ».

En terme d'identité et de mémoire on a donc une période forte pendant laquelle naît un flot d'initiatives, où le gestionnaire, noue des liens avec les habitants. Elle succède aux manifestations des jeunes (de 1981 et 1983) qui furent, en partie, sa raison d'être. Ces jeunes, ou leurs succes-



seurs, sont toujours présents et expriment le stigmate d'un quartier dont les habitants sont nombreux à s'estimer rejetés. De ce grand mouvement ressortent un essai de rapprochement permanent du bailleur avec ses locataires mais qui paraît tourner court, l'impossibilité de structurer une identité territoriale forte doublée d'une mémoire qui vacille chez certains, la présence en partie ressentie, en partie manifeste de réseaux dont on ignore la part respective des composantes techniques et religieuses, bref comme on l'a dit une « faible capacité d'organisation » qui coexiste avec la manifestation, surtout négative, d'une identité affirmée des jeunes. Le tout accompagné d'une pâle présence municipale, ce qui signe un déficit politique ou, peut-être plus gravement, un glissement d'une politique d'intégration à des prémisses d'une politique communautariste.

Ce tableau peu encourageant succède à une période qui apparaît avoir été riche de possibilités. Sans doute aucun pouvoir local ne maîtrise le problème de l'emploi ou l'impact des évolutions économiques nationales ou européennes, le seul domaine qui reste plus ou moins maîtrisable c'est celui du politique et c'est bien là qu'il y a déficience. Elle se manifeste

essentiellement dans l'absence face aux habitants, mais aussi avec eux et à leur côté, d'un interlocuteur qui revendiquerait les pouvoirs politique et social mais jouerait aussi le jeu démocratique de l'échange. C'est ce déficit démocratique, plus même que les dysfonctionnements observés, les tensions, les refus de la loi et du rejet des autorités, qui est inquiétant, ainsi que l'écrivent BACHMANN et LE GUENNEC² : les mouvements de 1983, mais aussi ceux de 1981, de 1990 et ceux qui ont suivi « n'ont jamais été accompagnés d'une prise de conscience collective de la société française. Il existe aujourd'hui un fantastique déficit de démocratie de **face à face**³ dans les quartiers pauvres... La société française a-t-elle vraiment envie de permettre une structuration, d'offrir une ouverture aux quartiers pauvres, de considérer leurs habitants comme de réels interlocuteurs et de reconnaître leurs initiatives identitaires ? ».

Ne serait-ce pas sur cette piste d'une plus grande démocratie du face à face qu'il faudrait avancer ? Le technicien de l'aménagement, lui-même, si son champ d'action est limité, peut, au moins tenter de développer mieux l'échange et le dialogue participatifs dans la mise en place de ses projets et même dans leur choix.



2. C. BACHMANN et N. LE GUENNEC « Autopsie d'une émeute », Albin MICHEL, 1997.

3. C'est nous qui soulignons.

Vie sociale et insécurité

Par Céline Faurie
Gauthier

Associer « vie sociale » et « insécurité », c'est reconnaître un statut à l'exclusion, celui de victime, de double victime :

La victime de l'exclusion qui « tombe » dans l'illégalité, la violence.

Elle rouille, « deale », vole, elle va en prison, en sort, revient sur le quartier.

Elle est coupable de beaucoup, de peu.

Elle fait peur.

Et puis la victime captive qui supporte et ne supporte plus : le bruit, la casse, la drogue, l'impunité.

Elle s'isole, s'arme de fusils ou de chiens.

Elle demande des clôtures de 2 mètres et des plantes épineuses.

Elle vit « socialement » par la rubrique des faits divers du quartier.

Elle exagère.

Elle dit « la police ne fait rien » et ne veut pas témoigner.

Elle dit qu'elle va se défendre..

Elle dit qu'elle veut partir et elle ne part pas.

Elle dit aussi qu'elle aime son quartier.

La politique de la Ville a pour objectif de lutter contre toutes formes d'exclusion.

A ce titre des actions, certes insuffisantes, sont engagées pour prévenir la délinquance.

Quand elle échoue la police et la justice prennent le relais pour punir, si c'est « punissable ».

Mais qui prend en compte la peur de l'habitante du 3ème étage qui ne sort plus le soir, qui dort mal, qui ne voit plus personne ?

Qui prend en compte son cri, son silence, son exclusion ?

Un jour, peut-être, dira-t-elle oui à une « milice de quartier ».

Eviter cela revient à répondre à ce double objectif :

- Lutter contre un malaise profond, celui d'une civilisation en perte de repères, qui a perdu ses rites collectifs essentiels de vie, de mort et laisse comme choix aux plus faibles : coupable ou victime.

- Lutter contre des réalités « banales » qui rendent la vie franchement désagréable. Sorties de la sphère d'intervention des forces de l'ordre, elles contribuent à renforcer l'impression d'une dégradation des conditions de vie, d'un sentiment d'abandon.

Pour les atteindre, il faut coproduire la sécurité par des actions sociales et sécuritaires.

Or,

- Que peut faire la Police Nationale avec trois îlotiers pour 20 000 habitants aux Minguettes ?

- Quelle légitimité de l'action publique quand les délinquants aussitôt arrêtés sont aussitôt revenus sur le quartier ?

- Peut-on mobiliser les habitants quand on leur dit que, statistiquement, Vaulx-en-Velin est une ville plus sûre que le 6ème arrondissement de Lyon ?

Soucieux de répondre au plus prêt à cette insécurité réelle ou ressentie, les mairies renforcent leur police municipale dans les quartiers .

N'est-ce pas un constat d'échec que nous devons partager ?

Cette nécessité d'une police de proximité au rôle de dissuasion et de médiation, c'est aussi le constat que l'insécurité doit être traitée à l'échelle locale :



- en renforçant la présence des services publics dans les quartiers (équipements, espaces : création et gestion, médiation, gestion de proximité, dissuasion, répression),
- en intervenant chez les habitants repérés sur le quartier comme ayant peur, et en répondant au mieux à leur insécurité, quitte à déplacer les problèmes : casser un escalier parce que des jeunes le squattent le soir, ce n'est pas résoudre leurs problèmes mais c'est prendre en compte ceux des habitants de l'immeuble,
- En ciblant les sites mais aussi les

jours, les nuits, les heures où il faut intervenir, en coordination avec les acteurs et les actions de terrain.

Ne devrait-on pas réfléchir à une intervention des forces de police urbaine qui prenne en compte les différents niveaux d'insécurité selon les communes et les quartiers ?

Pour cela, pourrait-on imaginer une police urbaine d'agglomération, de compétence communautaire, complémentaire de la politique de la Ville ?

Voir l'arsenal et mourir

Par Frédéric Raynouard



L'un des enjeux majeurs de la politique de la Ville est de lutter contre le processus d'exclusion sociale dans l'espace urbain au travers, notamment d'une restauration des liens sociaux qui fondent la cohésion sociale.

Il convient de préciser tout d'abord, que dans ces quartiers, une des spécificités de cette déliquescence du lien social est qu'elle touche surtout les adultes. En effet, on peut réellement parler d'une quasi invisibilité des adultes dans la vie collective de ces quartiers en opposition notamment aux jeunes. Les jeunes, eux, il n'est pas besoin de le répéter, sont fortement présents. Ils occupent, voire squattent l'espace et le temps du quartier. Ceux-ci mémorisent et temporisent l'espace. Ainsi, par exemple, lorsque l'on travaille à déterminer des appellations de lieux et d'espaces spécifiques d'un quartier, ce sont les jeunes qui sont les plus créateurs de vocabulaire toponymique.

Par ailleurs, il faut considérer que nous sommes sur des quartiers dont les taux de rotation sont d'environ 10 % par an. Ce qui implique, qu'un des facteurs sur

lequel s'appuie le lien social, à savoir le temps de connaître l'autre est fragile. Et, ce, beaucoup plus pour l'adulte qui, contrairement aux jeunes, vit plus à l'extérieur du quartier.

Quelles sont donc les bases sur lesquelles se construisent ou peuvent se construire la « récréation » de liens sociaux entre adultes.

Il y a 3 semaines, sur le quartier de l'Arsenal, à Saint-Fons, Robert, un habitant de 40 ans, malade psychiatrique, qui faisait des séjours réguliers à Saint-Jean de Dieu s'est suicidé, avec un couteau dans le ventre.

Il a été découvert 3 semaines après... Robert était connu de tout le quartier. Il avait grandi à l'Arsenal. Il était un peu bizarre, ça oui ! mais il avait une place...

L'historien Fustel de Coulanges disait, justement, qu'à la base du lien social se trouve le culte des morts. La mort, grand sujet tabou de nos sociétés et aussi de nos quartiers et pourtant...

Depuis son décès, il n'y a pas eu une réunion sans une discussion autour de ce drame.

Tout d'abord, ce sont les adultes, qui se sont saisis de cet incident et l'on transformé en lien social. Une quête a été faite sur tout le quartier. De portes d'HLM en portes d'HLM, un tronc a circulé. Une entraide et une solidarité se sont développées.

Dans ce quartier, où le processus d'exclusion est fort, avec une conséquence majeure qui est l'isolement, cette mort, « en plein milieu du quartier » a mobilisé les adultes. Chacun est pour ainsi dire sorti de « son exclusion » pour « s'inclure » aux autres.

Ce processus de mise en mouvement des adultes a fait naître des interrogations. Face à une prise en charge collective très forte, laissant peu de marge de manoeuvre à l'initiative individuelle, cette mort a rappelé non seulement l'inacceptabilité de la finitude mais aussi la réalité de notre solitude face à la mort et l'absence de réponse collective à cette réalité.

« Quand je pense que je pourrais rester mort 3 jours sans qu'on le sache... ». « Mais c'est pas possible,

y'avait personne pour l'aider... ». « Il était suivi, ça sert à quoi alors d'être suivi... ». « Le gardien, il était où?... ».

Alors que certains événements médiatisés, passent inaperçus pour l'habitant de l'allée d'à côté (en effet, c'est souvent par les médias que l'on apprend, l'incident qui a eu lieu dans son quartier), la mort de Robert a fait le tour du quartier.

Ces quartiers d'habitat social ont été conçus sans lien avec le culte des morts. « En plus, y a même pas de cimetière dans ce quartier... »

L'Homme est devenu Homme lorsqu'il s'est posé la question de son rapport à la mort au travers l'enterrement cérémoniel.

Retisser du lien social dans ces quartiers dit « sensibles » devrait aussi passer par une réappropriation par les habitants de leur devenir. Et pour paraphraser André Malraux, une conclusion s'impose : La banlieue du XXIème siècle sera spirituelle ou ne sera pas...



Politique de la ville et politique d'agglomération

Par Anne Ringlet

Deux éléments de contexte pour engager le débat :

- le rapport Sueur, qui insiste sur la pertinence du niveau agglomération et qui propose l'élection de conseils d'agglomération au suffrage universel et (à titre expérimental certes), le transfert de la politique RMI aux agglomérations !
- la diversité de la situation des agglomérations et donc des communautés urbaines dans le domaine de la politique de la ville, des plus interventionnistes qui vont au-delà de leurs compétences, aux plus réservées. Au regard de ces éléments, et en

un clin d'œil aux précédents cahiers prospective, il s'agit à mon sens de caractériser l'identité lyonnaise de la politique de ville au travers de trois lectures principales.

1. Une lecture institutionnelle : la politique de la ville constitue-t-elle une politique d'agglomération ?

- La politique de la ville présente tous les attributs d'une politique d'agglomération :
 - un vice président
 - un service DSU, un chef de service, des séminaires / réunions du lundi matin.
 - un comité de pilotage,

- des budgets qui traversent les alternances.

- Une procédure qui tend à légitimer l'agglomération :

- des HVS aux contrats de ville, les procédures de la politique de la ville ont suivi, dans l'agglomération encore plus qu'ailleurs, le chemin du quartier vers l'agglomération,

- l'urbanisme, compétence communautaire, accorde à l'agglomération une légitimité de fait pour piloter la politique de ville.

- Des enjeux politiques qui font de la politique de la ville une politique d'agglomération :

- un poids de population et de logements sociaux significatif, une histoire troublée, ponctuée des soubresauts des « banlieues » ;

- l'enjeu de l'image d'une agglomération pacifiée, propice au développement économique et à une carrière internationale;

- un enjeu qui fédère les représentants politiques de l'agglomération.

- Une reconnaissance politique et technique mais un pilotage faible :

- une politique reconnue parmi les politiques de la Communauté Urbaine ; une compétence technique affirmée

- mais un « comité des Maires en DSU » faible, qui ne compose pas un réel pilotage d'agglomération, une politique d'agglomération qui s'exprime difficilement au delà de l'institution communautaire, suspectée quelquefois d'omnipotence, critiquée d'autres fois pour sa lenteur.

2. Une lecture stratégique : est-ce que les politiques d'agglomération participent à la politique de la ville ?

- Des réussites :

- la constitution d'une réelle maîtrise d'ouvrage en matière de projet urbain et d'espaces publics;

- la traduction concrète du SDUC à travers la politique de requalification des centres commerciaux et le programme URBAN ;

- dans le cadre de l'élaboration du plan de déplacements urbains, la prise de conscience qu'au delà des « tuyaux » et des fréquences, les habitants de la Ville Nouvelle de Rillieux n'ont pas tout à fait le même usage des transports en commun que ceux de Charbonnières...;

- les biennales culturelles, irruption des quartiers dans les rues et sur les places de la ville-centre.

- Des insuffisances :

- les indicateurs des observatoires des flux qui signalent la dégradation régulière de la situation socio-économique des habitants qui arrivent dans les sites en développement social urbain, véritable mixité sociale à l'envers ;

- un PLH plus redistributeur d'aides de l'Etat et « producteur de logements » qu'une approche politique de l'habitat, donc du peuplement ;

- le faible effet des mesures fiscales liées aux zones de redynamisation urbaine face aux choix traditionnels d'implantation des entreprises et un lien insuffisant entre développement économique et insertion ou comment



faire profiter les habitants des grands ensembles des zones d'activités toutes proches de Vaulx en Velin ou de Rillieux ?

- Cependant, l'existence d'une agglomération forte constitue le socle d'une politique urbaine, socle dont on peut regretter l'absence dans le développement social.

La politique de la ville a ainsi pu développer dans l'agglomération un partenariat et une cohérence forte.

3. Une lecture professionnelle : une acculturation fragile et fugace.

- Une tolérance étonnée.
Les chefs de projet semblent toujours être considérés comme des professionnels atypiques, de par leur rattachement institutionnel, leurs champs de compétences, leurs partenaires professionnels... Peut être d'ailleurs cultivent-ils ces particularismes... ?
- Cependant, des signes montrent le développement de nos pratiques professionnelles :

- la notion de maîtrise d'ouvrage de projet, par exemple à travers les chefs de projet « zones d'activités »,

- la notion de proximité et de territorialisation à travers la création des missions territoriales.

- Mais cette acculturation pose des questions :
 - tous les territoires ne sont pas assimilables,
 - l'addition de tous les territoires ne fonde pas une politique d'agglomération.

En conclusion, la politique de la ville me semble être au carrefour de trois contradictions ou lignes de tension :

- l'échelle d'intervention, qui doit savoir prendre en compte l'agglomération sans oublier le quartier ;
- la contradiction entre le temps nécessairement long de l'agglomération et le temps court des habitants ;
- le nécessaire volontarisme politique qui doit présider à une politique de solidarité d'agglomération et le caractère modeste des actions engagées pour répondre au quotidien des habitants.



La théorie des poupées russes ou « par la fenêtre de la cuisine »

Par Louis Trabut

Les lignes qui suivent ne sont qu'un point de vue, partiel et partial ; elles ne prétendent pas traduire une réalité objective, mais susciter le débat.

La théorie des poupées russes ou par « la fenêtre de la cuisine ».

Une des vues préférées des acteurs de la « Politique de la Ville » est sans doute celle qu'offrent les fenêtres d'un logement réhabilité (la cuisine, par exemple). Elle le place au cœur de « son » emboîtement préféré :

le locataire
dans son logement
dans son allée
dans son immeuble

dans sa cité
dans son quartier
dans sa commune
dans l'agglomération.

Telles sont les « poupées russes » de notre cheminement intellectuel. Ce n'est pas la démarche la moins logique, la moins efficace. Ce n'est pas la seule.

Et surtout cette logique « hiérarchique » n'est plus vraiment celle de l'agglomération réseau(x) de cercles concentriques de/et à toutes les échelles, raccourcis.

Mais le client villeurbannais du marché du Mas du Taureau, le collégien Vaudais scolarisé à Saint Jean, la voiture volée à Mermoz

et brûlée à la Duchère, de quelles poupées sortent-ils ?

Et la jeune milliardaire sortant de chez elle pour être à la Part-Dieu, le plus vite possible, en oubliant surtout au passage l'allée, l'immeuble, ... ?

De son point de vue ne faudrait-il pas sacrifier quelques unes des poupées, des cercles concentriques patiemment, amoureusement édifiés, véritables murailles d'investissements parfois. La logique de la Gestion Sociale de Proximité, aussi bien venue soit-elle, renforcera cette vision des choses « conservatrice », au sens premier du terme : renforcer, assurer, au mieux revitaliser ; repeindre, polir, ajuster les poupées russes, dans l'ordre, en commençant par le logement.

Rares sont les actions d'aménagement qui ne soient pas une de ces « poupées russes » centralité, espace central, centre commercial, abords, espaces extérieurs (extérieurs à quoi ? pas au quartier, en tout cas).

Contagion de l'esprit des lieux ? La Duchère, les Minguettes ou à une autre échelle, les locataires de Pélisson (le trophée du paysage 1997) habitent un phalanstère ou quasiment, tellement agréable, refermé autour de son jardin central et de son centre social, mais noyé dans une marée informe de pavillons, sans espoir de voir jamais la vraie ville, pourtant si proche, arriver jusqu'à eux.

Rien ne nous arrête, quelque soit la taille, nous savons emboîter les poupées russes. L'exemple des Brosses, à Mions, des Séquoias à Oullins, de l'Isle du Mens à Villeurbanne où parmi 50, voire 25 logements, nous arrivons à trouver un « espace central » à restructurer, parfois invisible de l'extérieur.

Il y a eu perte de complexité depuis l'époque « héroïque », aux réalisations et utopies un peu ridicules parfois, de « Banlieues 89 » : ah ! l'idée de la course cycliste des forts parisiens !

La politique de la ville est et doit rester une politique de la proximité, de l'adaptation fine et patiente aux réalités. De ce fait elle demeurera centrée d'abord sur la vie quotidienne, au plus près des gens y compris spatialement.

Mais la vision d'agglomération ne doit pas être, au loin, la xième peau, extérieure, de l'oignon, ou pire, le petit bout de piste cyclable, réalisé à l'économie, sur le budget et dans la logique de la proximité, et soi-disant partie infime d'un plan grandiose de déplacements sous prétexte qu'un trait vert passe par là et que le trait rouge qui le prolonge sera réalisé en 2017, avec les mêmes moyens et la même logique étriquées.

La logique d'agglomération (ou comment « bousculer » les poupées russes) doit irriguer les quartiers quand c'est possible et nécessaire. Possible, ça l'est presque toujours, nécessaire, souvent.

Elle doit intervenir avec l'ampleur, le recul et les moyens de l'agglomération : c'est à dire des moyens qui ne sont pas ceux du DSU, mais en concertation étroite avec lui, et parfois sur son impulsion première.

Par exemple, si la piste cyclable qui traverse Villeurbanne et les Biers est vraiment un enjeu d'agglomération, faisons-la, mais entièrement, spectaculairement, mettons-y les moyens en termes de réalisation et de communication, les vélos y rouleront, les



habitants des Buers auront été concertés sur un projet qui dépasse leur seul quartier.

Aujourd'hui, ils se demandent pourquoi leur trottoir est si large et bicolore (une bande claire, une bande sombre), à part cela ils en sont content ... quant aux cyclistes ...

L'intercommunalité (quand deux poupées russes voisinent). L'expérience de l'étude de cadrage urbain Vaulx-Villeurbanne-Bron est très éclairante sur les limites de l'intercommunalité « décrétée » à partir d'un périmètre d'étude pourtant pertinent : une fois les conclusions rendues, chacun s'est précipité le plus au centre possible de son quartier,

loin des frontières communales (la Place de la Paix).

Tout ou rien, ou la difficulté à travailler aux marges, de façon plus extensive, plus diffuse parfois ...

Pourrait-on imaginer que des périmètres opérationnels DSU soit « décalés » par rapport à la logique radio-concentrique des poupées russes ; des quartiers « à cheval » en quelque sorte: les Brosses avec la route de Genas, Les Buers avec les Gratte-Ciel, les Plantées avec les zones rurales qu'elles jouxtent, Les Séquoias avec leurs voisins du Chemin de Chasse.

